



INTEGRATING & ADVANCING THE REGION

RAPPORT RELATIF À L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2021

Financement du commerce et financement
des projets et infrastructures au service
de l'inclusion financière, des chaînes
d'approvisionnement résilientes, du climat
et de la sécurité alimentaire

EASTERN AND SOUTHERN AFRICAN **TRADE & DEVELOPMENT BANK**
BANQUE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été établi pour le compte de la Banque de commerce et de développement de l'Afrique de l'Est et Australe (TDB) pour rendre compte des effets et des résultats de la Banque en matière de développement, conformément au cadre d'impact sur le développement durable de la Banque.

Le rapport a été élaboré sous la conduite du Comité de pilotage composé de Michael Awori, directeur général de la TDB, Joy Ntare, directrice générale adjointe et responsable de la gestion des risques du Groupe TDB, David Bamlango, directeur général adjoint et conseiller juridique, Wycliff Bbossa, responsable de la gestion du portefeuille, Mary Kamari, responsable des affaires générales et des relations avec les investisseurs, et Gloria Mamba, responsable groupe et directrice exécutive du Fonds/Garantie pour le commerce et le développement de la TDF, Afrique australe.

La TDB remercie également les membres suivants du groupe de travail pour leur apport crucial et leur examen collégial, à savoir : Eston Chimkono, responsable de la gestion du portefeuille ; Anne Marie Iskandar, responsable de la communication ; Lucy Chege, responsable des opérations de prêt ; Alto Chapota, responsable du financement du commerce (suivi de marché) ; Manners Chuma, gestionnaire principal du portefeuille ; Robert Sibanda, gestionnaire du portefeuille ; Gumodoka Mehuna, gestionnaire du portefeuille ; Carine Shingiro, agente de la trésorerie ; Carine Ingabire, agente des opérations de prêt ; Rodger Muwanguzi, responsable principal des opérations de prêt ; Heitor Guerra, spécialiste des questions environnementales et sociales ; Joan Alupo, spécialiste de la communication ; Mbabazi Tarja, agent de la trésorerie ; Wema Kategile, coordinatrice, assistance technique et gestion des subventions, et Andrew Bamugye, directeur principal des investissements, PME. La Banque tient également à remercier ses consultants, Genesis Analytics, pour leur apport professionnel à la préparation et la réalisation du présent rapport (www.genesis-analytics.com).

The background of the page features a series of thin, light green lines that flow and curve across the page, creating a sense of movement and organic growth. These lines are more concentrated on the right side and fade out towards the left.

RAPPORT RELATIF À L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2021

**Financement du commerce et financement
des projets et infrastructures au service
de l'inclusion financière, des chaînes
d'approvisionnement résilientes, du climat
et de la sécurité alimentaire**

TABLE DES MATIÈRES

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA BANQUE	8
DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE	9
MESSAGE DE L'ÉQUIPE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	10
01 INTRODUCTION	15
02 NOTRE APPROCHE DE L'IMPACT	16
2.1 CONTRIBUER AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	16
2.2 LA THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA TDB	20
03 RÉSULTATS D'IMPACT DE LA TDB	23
3.1 PORTEFEUILLE DE LA TDB	24
3.2 THÈMES D'IMPACT DE LA TDB POUR 2021	32
THÈME D'IMPACT 1 : CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT, COMMERCE ET INFRASTRUCTURE	32
Étude de cas 1 : Financement des compagnies aériennes régionales africaines	36
Étude de cas 2 : Soutenir la capacité du Burundi en matière d'exportation	38
Étude de cas 3 : Promouvoir le secteur agricole en Zambie	40
THÈME D'IMPACT 2 : IMPACTS SOCIAUX DE L'INCLUSION FINANCIÈRE	42
Étude de cas 4 : Soutenir l'expansion des industries et la création d'emploi au Zimbabwe	44
Étude de cas 5 : Accompagner les services de santé spécialisés à Madagascar	46
Étude de cas 6 : Pourvoir des financements pour les PME montées par des femmes au Burundi	48
THÈME D'IMPACT 3 : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	50
Étude de cas 7 : Énergie solaire pour les communautés hors réseau au Kenya	52
Étude de cas 8 : Financement de sources d'énergie durables en Tanzanie	54
Étude de cas 9 : Réduire l'insécurité alimentaire au Malawi	56
04 CONCLUSION	58
RÉFÉRENCES	62

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 :	FACTEURS CLÉS DE NOS RAPPORTS	19
FIGURE 2 :	THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA TDB	20
FIGURE 3 :	VALEUR TOTALE DES PRÊTS, EN MILLIARDS USD, ENTRE 2016 ET 2021	24
FIGURE 4 :	CAPITAL HUMAIN DE LA TDB ENTRE 2019 ET 2021	25
FIGURE 5 :	PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE EN MILLIARDS USD ENTRE 2019 ET 2021	26

FIGURE 6 :	FINANCEMENT DES PROJETS ET DES INFRASTRUCTURES, EN MILLIARDS USD, ENTRE 2019 ET 2021	26
FIGURE 7 :	PRÊTS SOUVERAINS, EN MILLIARDS USD, ENTRE 2019 ET 2021	27
FIGURE 8 :	PRINCIPAUX SECTEURS SOUTENUS PAR LA TDB EN 2021	28
FIGURE 9 :	VALEUR DES PRÊTS PAR CATÉGORIE, EN MILLIARDS USD, ENTRE 2020 ET 2021	28
FIGURE 10 :	PROPORTION ALLOUÉE AUX INFRASTRUCTURES DANS LE FINANCEMENT TOTAL DE LA TDB EN 2021	33
FIGURE 11 :	FINANCEMENT ACCORDÉ PAR LA TDB AU SECTEUR FINANCIER AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, EN MILLIARDS USD	42
FIGURE 12 :	EMPLOIS DIRECTS PAR SECTEUR, EN % DE TOTAL DES EMPLOIS (143 497 EMPLOIS) CRÉÉS GRÂCE AUX FINANCEMENTS DE LA TDB	43

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 :	RÉCAPITULATIF DES PRÊTS SYNDIQUÉS	27
TABLEAU 2 :	APPROBATIONS PAR CATÉGORIE DE RISQUES SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX EN 2021	29
TABLEAU 3 :	FACILITÉS OBTENUES EN 2021	30
TABLEAU 4 :	ACCORDS CADRE DE PARTICIPATION AUX RISQUES (MRPA) ET ACCORDS DE COFINANCEMENT EXÉCUTÉS EN 2021	30
TABLEAU 5 :	RÉSUMÉ DE L'IMPACT	59

LISTE DES ACRONYMES

ACRONYME	NOM COMPLET	ACRONYME	NOM COMPLET
AFAB	Association des Femmes d'Affaires du Burundi	MOU	Protocole d'accord
BANCOBU	Banque Commerciale du Burundi	PIB	Produit intérieur brut
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	PIF	Financement des projets et des infrastructures
EPI	Équipement de protection individuelle	PME	Petites et moyennes entreprises
ERMS	Système de gestion du risque d'entreprise	PPA	Contrat d'achat d'électricité
ESMS	Système de suivi environnemental et social	SDG	Objectifs développement durable
ET	Ethiopian Airways	SDIMS	Système de suivi de l'impact sur le développement durable System
EUCL	Energy Utility Corporation Limited	SHS	Systèmes domestiques solaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	TDB	Banque de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement
GES	Gaz à effet de serre	TF	Financement du commerce
KQ	Kenya Airways	TIC	Technologies de l'information et de la communication
L/C	Lettres de crédit	WISE	Women's Initiative for Self-Empowerment
MLA	Arrangeur principal mandaté	ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africainet

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA BANQUE



Le présent Rapport 2021 relatif à l'impact sur le développement durable, le troisième du genre publié par le Groupe TDB, met en lumière les efforts constants du Groupe pour contribuer à une croissance durable sur la base d'un triple bilan dans les États membres qu'il dessert, tout en répondant à certains chocs externes provoqués par la pandémie depuis 2020.

En 2021, la Banque s'est démarquée très positivement dans la région à travers ses opérations de financement du commerce, qui ont connu une hausse de 14 % en 2021, terminant l'année à 4 milliards USD, et qui représentent désormais environ 2/3 du portefeuille de la TDB. Ces opérations ont contribué à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement et permis une embellie dans le commerce inter et intra-africain. A travers diverses transactions visant à stimuler le commerce régional et la diversification économique qui l'accompagne, la TDB a également œuvré à la construction d'infrastructures, en affectant un portefeuille de 2,1 milliards USD à des projets dans divers secteurs.

A travers ses différentes opérations, notamment le soutien aux institutions financières locales de la région, le Groupe a continué de porter une attention particulière à l'inclusion financière qui est sa principale thématique transversale. Afin de réduire la pauvreté et assurer une croissance socio-économique généralisée, il est primordial de cibler les micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. La lutte contre le changement climatique et le renforcement de la sécurité alimentaire et énergétique ont constitué une autre priorité majeure du Groupe, notamment à travers ses portefeuilles en faveur des énergies renouvelables et l'agriculture. La TDB se prépare également à lancer des actions de catégorie C afin d'attirer de nouveaux capitaux porteurs et accélérer ainsi sa contribution aux ODD, à l'Agenda 2063 et à l'Accord de Paris.

Dans ses efforts visant l'atteinte de divers résultats de développement, comme le démontre le rapport, la TDB contribue principalement à la réalisation des objectifs suivants : ODD 1 : Pas de pauvreté ; ODD 2 : Faim Zéro ; ODD 3 : Bonne santé et bien-être ; ODD 4 : Éducation de qualité ; ODD 5 : Égalité des sexes ; ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable ; ODD 8 : Travail décent et croissance économique ; ODD 10 : Inégalités réduites ; ODD 12 : Consommation et production responsables ; ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; et ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs.

Parmi les différentes récompenses reçues cette année, nous sommes particulièrement fiers d'avoir remporté le prix du Global Finance pour le Leadership exceptionnel en matière de finance durable par une institution multilatérale pour la région Afrique.

JUSTE RWAMABUGA
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU GROUPE TDB

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE



Crédit photo : TDB

Grâce à son approche du triple bilan, le Groupe TDB s'est engagé à garantir que ses interventions aient un impact mesurable sur le développement et qu'elles soient pérennes sur les plans économique, environnemental et social au sein de ses États membres.

La politique environnementale de la TDB a été adoptée pour la première fois en 2005. Plus tard, en 2010, elle a été harmonisée avec toutes les politiques et procédures de la Banque. En 2016, la TDB s'est davantage engagée à respecter les principes de développement durable en alignant les opérations de la Banque sur le programme de développement mondial, conformément aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et à l'Accord de Paris. En tant que membre de l'International Development Finance Club

(IDFC) et du mouvement mondial Finance en commun, la TDB s'efforce de garantir un meilleur impact de ses flux financiers sur le développement durable.

Comme le souligne ce troisième Rapport relatif à l'impact sur le développement durable, le solide cadre ESG de la TDB comprend un système de gestion environnementale et sociale (ESMS), un système de suivi de l'impact sur le développement durable (SDIMS) et une politique de RSE, complétés par d'autres politiques telles que l'intégration de l'approche genre dans les projets, les procédures de gestion des risques environnementaux et sociaux pour les projets hors réseau, et autres, ainsi que le respect des normes de performance de l'IFC. Une dette viable requiert davantage d'exigences d'efficacité dans le déploiement du capital au sein de la région, ce qui pousse le portefeuille de la TDB à mettre davantage l'accent sur les ODD et les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.

A la fin de l'exercice 2021, 79 % de l'exposition du portefeuille de la TDB concernait des opérations présentant un risque environnemental ou social faible ou nul, soit 6 % de plus qu'en 2020. Cette hausse témoigne de l'accent continu mis par la Banque sur la viabilité environnementale et sociale lors de l'évaluation et de la gestion de ses projets et opérations.

Nous nous réjouissons à la perspective de travailler en synergie avec nos actionnaires, partenaires et clients afin de bâtir un avenir plus écologique et plus prospère pour notre région et ses citoyens.

ADMASU Y. TADESSE
PRÉSIDENT ÉMÉRITE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU GROUPE TDB

MESSAGE DE L'ÉQUIPE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



Crédit photo : TDB

En 2021, la TDB s'est employée à aider les États membres et les clients non seulement à répondre mais aussi à commencer à se remettre des effets de la pandémie de Covid-19. La pandémie a permis de comprendre qu'il est primordial de construire des économies résilientes et durables qui facilitent un meilleur accès aux infrastructures sociales et économiques telles que les soins de santé et l'éducation, tout en garantissant un soutien financier durable aux entreprises, en particulier aux PME.

L'impact de la TDB sur le développement durable est motivé par l'engagement de la Banque à soutenir les programmes régionaux et mondiaux de développement, notamment les Objectifs de développement durable (ODD), l'Agenda 2063 et l'Accord de Paris. La TDB est consciente de l'impact de ces objectifs fixés sur le développement des États membres, qui se sont eux-mêmes engagés à atteindre.

Nous avons continué à soutenir la chaîne de valeur du financement du commerce dans la région et notre portefeuille de financement du commerce a atteint 4 milliards USD, tandis que notre intervention dans le financement de projets et d'infrastructures à long terme s'élevait à 2,1 milliards USD. Ces chiffres démontrent à suffisance notre résilience opérationnelle et de notre capacité d'innovation pour le bien de nos États membres. Grâce à son approche innovante visant à soutenir le commerce dans les économies émergentes, en particulier dans le contexte de la pandémie, la TDB a reçu un certain nombre de distinctions, notamment le prix du

Leadership exceptionnel en matière de finance durable par une institution multilatérale pour la région Afrique du Global Finance, le prix de la meilleure banque pour le financement du commerce sur les marchés frontières, le prix de la meilleure banque au monde pour le financement du commerce à Maurice pour la deuxième année consécutive. Elle a également remporté plusieurs prix dans d'autres pays, preuves du dévouement et de l'excellence de la TDB à mener à bien le mandat qui lui incombe dans le domaine du soutien et de la promotion du développement durable dans la région.

Au 31 décembre 2021, la grande majorité des opérations de la TDB se situait dans des catégories des prêts à faible risque, preuve de l'accent mis par la Banque sur la viabilité environnementale et sociale lors de l'évaluation des projets et des opérations. Le cadre SGES rigoureux de la TDB permet à la Banque de sélectionner des opérations bancables qui présentent de faibles risques environnementaux et sociaux tout en ayant un impact considérable sur le développement

Les impacts relevés dans le présent rapport montrent de quelle manière la Banque contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et s'attaque à des problèmes tels que la réduction des inégalités entre les sexes, la protection de l'environnement physique, la lutte contre le changement climatique, la création d'emplois et la préservation d'une bonne santé et du bien-être.

Grâce à notre performance du triple bilan déjà appréciable et notre solide compte de résultat, la Banque a récemment initié l'élaboration de sa stratégie et de son cadre de financement du climat, conformément à sa mission visant à mieux centrer l'approche utilisée pour mobiliser des capitaux et offrir des solutions de financement destinées à lutter contre le changement climatique et ses impacts négatifs dans les États membres de la Banque, en harmonie avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, tout en soutenant les ambitions de croissance et les contributions déterminées au niveau national (CDN) des États membres. Cet exercice renforcera les efforts actuellement déployés par la Banque en matière de développement durable et la positionnera comme un acteur majeur, en favorisant une juste transition de notre région.

MICHAEL AWORI
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA TDB



Dans un contexte de turbulences financières causées par la pandémie, le Groupe TDB a continué d'adopter et d'améliorer des pratiques innovantes visant à gérer, contrôler et surveiller les risques émergents, notamment les risques accrus dans le cyber espace du secteur financier régional. En 2021, les effets du Covid-19 ont persisté et provoqué des perturbations majeures sur le bien-être social et économique dans les États membres de la TDB. Malgré la situation, le Groupe s'est adapté et a réagi rapidement aux pressions engendrées par la pandémie, notamment en réorganisant ses activités vers un modèle opérationnel hybride en télétravail, et en révisant les priorités de son portefeuille pour alléger les difficultés des clients. Pendant la période de la pandémie, le Groupe a sans cesse encouragé la promotion du développement durable au-delà de la crise, l'adoption de stratégies de gestion des risques visant à maintenir la résilience institutionnelle et la recherche de nouvelles opportunités de croissance grâce à des initiatives hautement efficaces.

En tant que créateur de valeur à l'échelle mondiale et régionale, le Groupe a saisi ce moment opportun pour remettre en question et améliorer ses modèles et systèmes de risque dans le but de traiter les questions d'efficacité et de productivité. Le Groupe a sagement équilibré la nécessité de garantir la résilience de ses opérations et de développer son portefeuille d'une part, avec la gestion des risques et la fourniture d'interventions durables aux États membres d'autre part. Par conséquent, malgré les défis posés par la pandémie, la plupart des produits et services du Groupe ont été redynamisés et innovés, pour se concentrer sur la résilience et la survie des clients, garantir davantage la viabilité financière des opérations des clients, et au bout du compte aider les clients à accentuer leurs efforts sur la reprise post-pandémie. Dans l'ensemble, la transition en souplesse vers le nouveau modèle

opérationnel hybride et virtuel du Groupe a été la preuve de sa résilience opérationnelle et a assuré la viabilité de toutes les opérations futures.

Grâce à son orientation stratégique, le Groupe a su tirer parti de ses interventions de financement pour lutter contre les impacts négatifs du changement climatique et sensibiliser davantage les pays de la région aux enjeux mondiaux des questions environnementales et sociales. En tant que Groupe, nous jouissons d'un statut privilégié pour remédier aux vulnérabilités structurelles et nous positionner comme acteur majeur du renforcement de la croissance régionale durable à long terme. De manière stratégique, afin d'atteindre cet objectif, nous entendons créer de nouveaux partenariats et mobiliser des ressources financières supplémentaires pour soutenir la transition à moyen et long terme de nos États membres vers des économies à faibles émissions de carbone. Parallèlement, le Groupe continue d'améliorer les politiques et dispositifs mis en place depuis de nombreuses années, et qui intègrent des aspects d'ESG et climatiques dans tous les processus de prêts pendant tout le cycle de vie du projet. Ceci reflète notre engagement à agir durablement et de manière significative sur le développement des clients, des communautés, des employés, des investisseurs, des partenaires et des actionnaires.

Lors du Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) tenu à Glasgow, les participants sont parvenus à un consensus concernant l'adoption du Pacte de Glasgow pour le climat, qui s'appuie sur les objectifs définis dans l'Accord de Paris. Par conséquent, des engagements ont été pris dans des domaines très variés, parmi lesquels l'engagement concernant le méthane, l'engagement du secteur financier en faveur d'un financement accru de l'adaptation, l'engagement sur la déforestation, le transport (transition vers des véhicules à zéro émission), l'engagement sur le charbon (réduction de la consommation de charbon) et le financement de la lutte contre les inégalités des sexes. La TDB avait déjà entamé sa transition vers des projets écologiques et propres conformément aux engagements de la COP 26 des Nations Unies. Le Groupe réajuste en permanence son portefeuille, renforce les systèmes axés sur l'ESG et le climat ainsi que les programmes de formation de son personnel, afin de mieux sensibiliser l'opinion aux risques climatiques et d'intégrer de nouvelles compétences.

JOY NTARE
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE ET RESPONSABLE DE
LA GESTION DES RISQUES DU GROUPE TDB

MESSAGE DE L'ÉQUIPE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE (A CONTINUÉ)



Crédit photo : TDB

Au fil des ans, le Groupe TDB a continué d'adopter des pratiques de développement durable fondées sur des valeurs, qui tiennent compte des réglementations rigoureuses des régimes de durabilité qui émergent sur plusieurs fronts à l'échelle mondiale. En effet, l'un des fondements du programme de développement durable régional de la TDB est le fait que l'orientation et les approches réglementaires varient considérablement dans le monde et dans la région et peuvent être très différentes lorsqu'elles sont prises au niveau national. En outre, ces écarts compliquent davantage le paysage réglementaire du développement durable en constante évolution à l'échelle régionale. Ceci renforce dans une certaine mesure la pertinence de la TDB qui accompagne, adopte et définit progressivement le développement durable à l'échelle régionale et les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans sa principale mission, à savoir la promotion durable de la croissance et de l'intégration régionales en Afrique subsaharienne.

La TDB est consciente que dans le paysage actuel marqué par les préoccupations en matière d'ESG et les perturbations dans le monde numérique, les grands bénéficiaires sont souvent les pionniers ou les institutions qui sont en avance sur le plan de l'adoption de la viabilité comme levier de valeur. Afin de créer de la valeur pour ses actionnaires, la TDB a continué de privilégier le financement d'initiatives concernant l'énergie propre qui s'inscrivent dans le cadre de la réduction de l'empreinte carbone dans la région, tout en générant un impact environnemental

minimal. En 2021, la Banque est demeurée résolue à promouvoir les opportunités et les entreprises économiquement viables, notamment par le financement durable des entreprises de l'industrie agroalimentaire, qui constituent l'épine dorsale de l'économie de la plupart des États membres de la Banque. En outre, la Banque a estimé que le développement durable reposant sur les nouvelles technologies n'est pas seulement une opportunité commerciale, mais surtout une nécessité pour la croissance économique de la région.

En 2021, le développement durable a continué d'être le principal levier de valeur de la TDB. Malgré la pandémie de COVID-19, la Banque a intensifié son programme de promotion du développement durable comme élément essentiel de son modèle économique. Le présent rapport décrit, entre autres, les jalons atteints en matière d'impact sur le développement durable, en fonction des interventions de la Banque dans ses États membres. En collaboration avec ses bailleurs de fonds, la TDB a développé des solutions financières durables et innovantes ciblant les projets, les infrastructures et les activités de financement du commerce qui visent à relever les défis mondiaux les plus importants, notamment le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la réduction de la pauvreté.

Afin d'atteindre efficacement ses objectifs de développement durable, les cadres juridiques et réglementaires de la TDB sont conçus de manière à garantir que le cadre ESG respecte les meilleures pratiques mondiales et qu'il est suffisamment ancré dans les documents juridiques qui régissent les opérations de la Banque.

DAVID BAMLANGO
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ET CONSEILLER
JURIDIQUE DU GROUPE TDB



Crédit photo : Unsplash

RAPPORT DE LA TDB RELATIF À L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2021 : SOMMAIRE

INTRANTS



6,1 milliards USD

LE PORTEFEUILLE DE PRÊTS DE LA BANQUE EN 2021



203

PERSONNEL ORGANIQUE ET PERSONNEL DE SERVICE ET DE BUREAU

ACTIVITÉS ET ACTIONS

4 MILLIARDS USD POUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE EN 2021
2,1 MILLIARDS USD POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS ET D'INFRASTRUCTURES EN 2021

RÉSULTATS



Chaînes d'approvisionnement, commerce et infrastructures

- 1,25 milliard USD de prêts financés



L'impact social de l'inclusion financière

- 1,1 milliard USD de prêts financés



Changement climatique et sécurité alimentaire

- 1,3 milliard USD pour l'agriculture et la production d'énergie

Analyse des études de cas

- Accroissement de la capacité de fret et de transport des passagers pour les destinations mondiales, régionales et nationales au Kenya, en Éthiopie et au Rwanda
- Renforcement de la capacité d'exportation du Burundi en finançant des secteurs stratégiques tels que l'agriculture
- Financement d'une cimenterie au Zimbabwe
- Financement d'un établissement médical spécialisé à Madagascar
- Faciliter l'inclusion financière des femmes au Burundi
- Réduction de la production de gaz à effet de serre de 2 500 tonnes au Kenya Production d'énergie propre de 61,8 GWh en Tanzanie
- Faciliter la culture de l'arachide au Malawi, ce qui devrait rapporter 49 millions de dollars au cours des cinq prochaines années

IMPACT



PRIX REÇUS EN 2021



Financial Afrik

AFRICAN BANKER AWARDS 2021





01. INTRODUCTION

Crédit photo : Adobe Stock

La Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement (TDB) est une institution de financement du développement multilatérale, fondée sur des traités et notée de qualité supérieure, composée de quarante et un actionnaires souverains et institutionnels.

À la TDB, nous nous occupons de vingt-deux économies du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

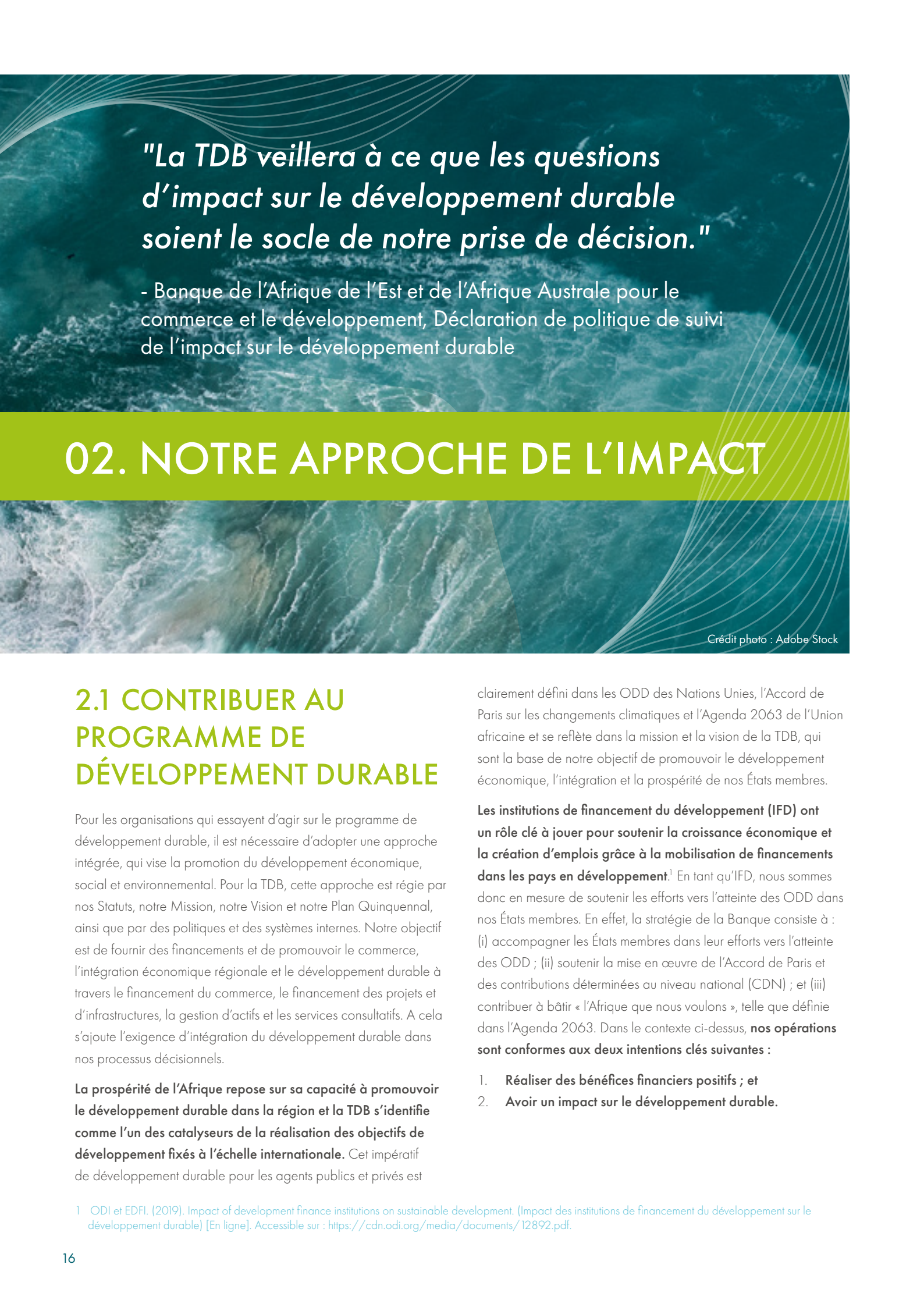
Nos missions reposent sur le financement et la promotion du commerce, du développement socio-économique et de l'intégration économique régionale à travers le financement du commerce, le financement de projets et d'infrastructures, la gestion de fonds et les services consultatifs aux entreprises. Nous veillons activement à remplir nos missions de développement et nous nous inscrivons dans le droit fil du programme mondial d'impact sur le développement durable.

Notre orientation stratégique est alignée sur les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, l'Accord de Paris et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le présent Rapport annuel relatif à l'impact sur le développement durable vise à décrire l'approche de la TDB en matière de mesure et de gestion de l'impact sur le développement durable. Il entend également présenter les progrès réalisés par la Banque au cours de la période sous revue.

Le premier rapport a été publié en **2019**. A cette époque, 50 % de notre portefeuille était composé de prêts alloués à des projets et des transactions qui ont contribué à l'atteinte des ODD.

En **2020**, le rapport, intitulé « *Partenariat et leadership pour construire un meilleur avenir* », était tourné vers l'avenir. Il décrivait en détail notre Système de suivi de l'impact sur le développement durable (SDIMS), notamment notre théorie du changement et les indicateurs pertinents correspondant à six principaux domaines de résultats de développement. Le rapport 2020 intégrait les leviers internes et externes de notre impact, dévoilait pour la première fois les indicateurs d'impact, et identifiait les partenariats et le leadership comme principaux thèmes porteurs.

Ce rapport 2021 s'appuie sur les rapports précédents et représente la troisième mouture de notre approche de l'impact. Cette année, notre objectif est de mettre en valeur l'impact de la Banque dans trois domaines thématiques principaux : (i) les chaînes d'approvisionnement, le commerce et les infrastructures ; (ii) les impacts sociaux de l'inclusion financière ; et (iii) les changements climatiques et la sécurité alimentaire. Le présent rapport représente une avancée pour nous dans le cadre de nos efforts pour la mettre en œuvre notre SDIMS et améliorer notre approche de collecte de données, d'évaluation de l'impact et de production de rapports. Il fait partie des rapports qui sont décrits dans le cadre de développement durable et doit être lu conjointement avec les autres rapports publiés annuellement.



"La TDB veillera à ce que les questions d'impact sur le développement durable soient le socle de notre prise de décision."

- Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le commerce et le développement, Déclaration de politique de suivi de l'impact sur le développement durable

02. NOTRE APPROCHE DE L'IMPACT

Crédit photo : Adobe Stock

2.1 CONTRIBUER AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pour les organisations qui essaient d'agir sur le programme de développement durable, il est nécessaire d'adopter une approche intégrée, qui vise la promotion du développement économique, social et environnemental. Pour la TDB, cette approche est régie par nos Statuts, notre Mission, notre Vision et notre Plan Quinquennal, ainsi que par des politiques et des systèmes internes. Notre objectif est de fournir des financements et de promouvoir le commerce, l'intégration économique régionale et le développement durable à travers le financement du commerce, le financement des projets et d'infrastructures, la gestion d'actifs et les services consultatifs. A cela s'ajoute l'exigence d'intégration du développement durable dans nos processus décisionnels.

La prospérité de l'Afrique repose sur sa capacité à promouvoir le développement durable dans la région et la TDB s'identifie comme l'un des catalyseurs de la réalisation des objectifs de développement fixés à l'échelle internationale. Cet impératif de développement durable pour les agents publics et privés est

clairement défini dans les ODD des Nations Unies, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et l'Agenda 2063 de l'Union africaine et se reflète dans la mission et la vision de la TDB, qui sont la base de notre objectif de promouvoir le développement économique, l'intégration et la prospérité de nos États membres.

Les institutions de financement du développement (IFD) ont un rôle clé à jouer pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois grâce à la mobilisation de financements dans les pays en développement.¹ En tant qu'IFD, nous sommes donc en mesure de soutenir les efforts vers l'atteinte des ODD dans nos États membres. En effet, la stratégie de la Banque consiste à : (i) accompagner les États membres dans leur efforts vers l'atteinte des ODD ; (ii) soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des contributions déterminées au niveau national (CDN) ; et (iii) contribuer à bâtir « l'Afrique que nous voulons », telle que définie dans l'Agenda 2063. Dans le contexte ci-dessus, **nos opérations sont conformes aux deux intentions clés suivantes :**

1. **Réaliser des bénéfices financiers positifs ; et**
2. **Avoir un impact sur le développement durable.**

¹ ODI et EDFI. (2019). Impact of development finance institutions on sustainable development. (Impact des institutions de financement du développement sur le développement durable) [En ligne]. Accessible sur : <https://cdn.odi.org/media/documents/12892.pdf>.



AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE

L'Agenda 2063 constitue le cadre stratégique du continent africain pour un développement inclusif et durable. L'Agenda énonce la vision panafricaine d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ».

Nos actions visent, directement et indirectement, à faire avancer les aspirations de « l'Afrique que nous voulons ». Il s'agit de bâtir une Afrique prospère basée sur la croissance inclusive et le développement durable, et de promouvoir un continent intégré basé sur les idéaux du panafricanisme.²



ACCORD DE PARIS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont conclu un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques, appelé l'Accord de Paris, afin de lutter contre les changements climatiques et s'adapter à ses effets, notamment à travers un soutien financier et technique accru aux pays en développement.

Nos États membres se sont engagés à soutenir la transition vers un avenir équitable et sobre en carbone et à renforcer la résilience au changement climatique grâce à l'adaptation. Afin de relever les défis posés par les changements climatiques, les institutions de financement doivent accompagner cette transition.

En notre qualité de financier dans le domaine des énergies

renouvelables et des nouvelles technologies, nous contribuons à mettre à la disposition des États membres les ressources nécessaires pour mettre en œuvre l'Accord de Paris.³ De plus, en qualité de bailleur de fonds de certains secteurs et produits à forte émission comme les engrais, le pétrole et le gaz, nous continuerons à faire des efforts pour comprendre les impacts positifs et négatifs de notre portefeuille et intégrer des compromis implicites dans nos processus décisionnels.



LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

L'Agenda mondial 2030 proposé par les Nations Unies et les ODD qui l'accompagnent constituent un ensemble d'objectifs universels à atteindre grâce à la coopération internationale. Ils traitent des défis urgents à relever à l'échelle mondiale sur les plans environnemental, politique et économique, en privilégiant particulièrement les pays en développement.

Nous assistons nos États membres dans leur contribution à la réalisation des cibles des ODD. En comparant les activités de la Banque avec les cibles spécifiques de chaque ODD, on constate qu'elles visent à soutenir, directement ou indirectement, la réalisation de 12 ODD. La section ci-dessous fournit de plus amples informations à cet égard.

COMMENT NOUS CONTRIBUONS AUX ODD



ODD 1 : Pas de pauvreté

- A la TDB, nous proposons des prêts aux entreprises, des prêts aux PME et un financement des infrastructures qui, entre autres résultats, peuvent créer davantage d'emplois, accroître les revenus et offrir de meilleures infrastructures sociales, qui sont tous des facteurs déterminants de la réduction de la pauvreté.

² TDB. (2019). Système de suivi de l'impact sur le développement durable [En ligne]. Accessible sur : <https://www.tdbgroup.org/wp-content/uploads/2021/01/TDB-Sustainable-Development-Impact-Monitoring-System.pdf>.

³ Ibid.



ODD 2 : Zéro faim

- Nos financements soutiennent les importations et les intrants agricoles pour une meilleure production nationale, ce qui contribue à renforcer la sécurité alimentaire dans les États membres.
- Le financement direct dans le secteur agricole permet à nos clients d'accroître leur productivité.
- Les programmes de développement des exportations soutenus par nos financements apportent une assistance technique, développent des chaînes de valeur, et ont d'heureuses retombées sur les petits producteurs.



ODD 3 : Bonne santé et bien-être

- Nous œuvrons en faveur de la réalisation de l'objectif de bonne santé et du bien-être grâce à nos divers prêts en faveur des énergies renouvelables qui améliorent la qualité de l'air et le bien-être général des populations à travers le continent.
- L'accès à la nourriture étant impératif pour la bonne santé et le bien-être, nos facilités de crédit contribuent à la réalisation de cet objectif par la réduction des pénuries alimentaires.
- A titre d'exemple, en 2021, nous avons offert des équipements médicaux et des équipements de protection individuelle (EPI) à Maurice, au Soudan et aux Seychelles dans le cadre de leurs programmes d'intervention d'urgence contre le COVID-19 et d'assistance en cas de pandémie.



ODD 4 : Éducation de qualité

- Nous soutenons les entreprises publiques qui offrent des infrastructures et des fournitures éducatives essentielles.



ODD 5 : Égalité des sexes

- Nous tenons compte des données démographiques de toutes les entreprises auxquelles nous offrons des facilités et entendons en particulier financer des projets portés par des femmes ou qui contribuent à l'autonomisation des femmes.



ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable

- Nous finançons des infrastructures énergétiques, avec un accent particulier sur les énergies renouvelables.

- Grâce à nos efforts continus visant à améliorer la collecte de données et à mieux comprendre l'impact de notre portefeuille énergétique traditionnel, nous espérons faciliter une juste transition vers les énergies renouvelables, conformément à l'Accord de Paris.



ODD 8 : Travail décent et croissance économique

- Our financing helps to generate both temporary and permanent employment in larger enterprises, SMEs, and import and export companies.
- Ils contribuent également à créer des emplois dans le domaine de la construction et l'exploitation des infrastructures au sein de nos États membres.
- Notre Système de suivi environnemental et social (ESMS) s'assure que les entreprises soutenues par la Banque n'ont pas de pratiques malsaines et adoptent des politiques de promotion des opportunités de travail décent.
- Nous renforçons la capacité des institutions financières nationales à travers des lignes de crédit remboursables à des entreprises qui, autrement, ne pourraient pas accéder directement au financement, en particulier les PME.



ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure

- Nous finançons des infrastructures régionales et transfrontalières qui soutiennent les TIC, l'énergie, les transports et d'autres secteurs à fort impact socio-économique dans nos États membres en Afrique.
- Nous facilitons également l'accès aux services financiers pour les petites unités industrielles et les entreprises opérant dans d'autres secteurs.



ODD 10 : Inégalités réduites

- Grâce à nos membres et partenaires, nous sommes en mesure d'attirer des capitaux externes pour le financement dans les pays africains, ce qui draine des flux financiers et des investissements étrangers directs dans nos États membres.



ODD 12 : Consommation et production responsables

- Grâce à notre politique de SGES, nous nous assurons que nos financements causent un minimum de dommages environnementaux et que les impacts potentiels sont atténués.

- Nous appuyons également l'impératif de transition équitable de l'Accord de Paris et envisageons d'intégrer les impacts et les compromis sociaux, économiques et environnementaux implicites dans nos services via notre théorie du changement et nos outils du SDIMS. Nous continuerons d'affiner ces outils et nos approches internes afin de mieux comprendre et gérer notre impact dans la région.



ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

- Afin de faire face à la crise des changements climatiques, nous privilégions la mise en œuvre de mesures de lutte contre ces phénomènes, grâce à nos différentes facilités qui garantissent notre harmonisation permanent avec l'Accord de Paris et la CCNUCC.
- Grâce aux énergies renouvelables et à de meilleures pratiques agricoles, nous visons à promouvoir les actions en faveur du climat, la réduction de la production de gaz à effet de serre et la création des chaînes d'approvisionnement agricoles plus durables et résilientes.



ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

- Nous collaborons avec un large éventail de partenaires internationaux pour fournir des services financiers et non financiers en faveur du développement durable des États membres..

- Grâce à la mobilisation des capitaux externes des IFD, à la syndication, aux prises de participation et à la gestion des fonds spéciaux, nous sommes en mesure de mobiliser des ressources financières pour les États membres.

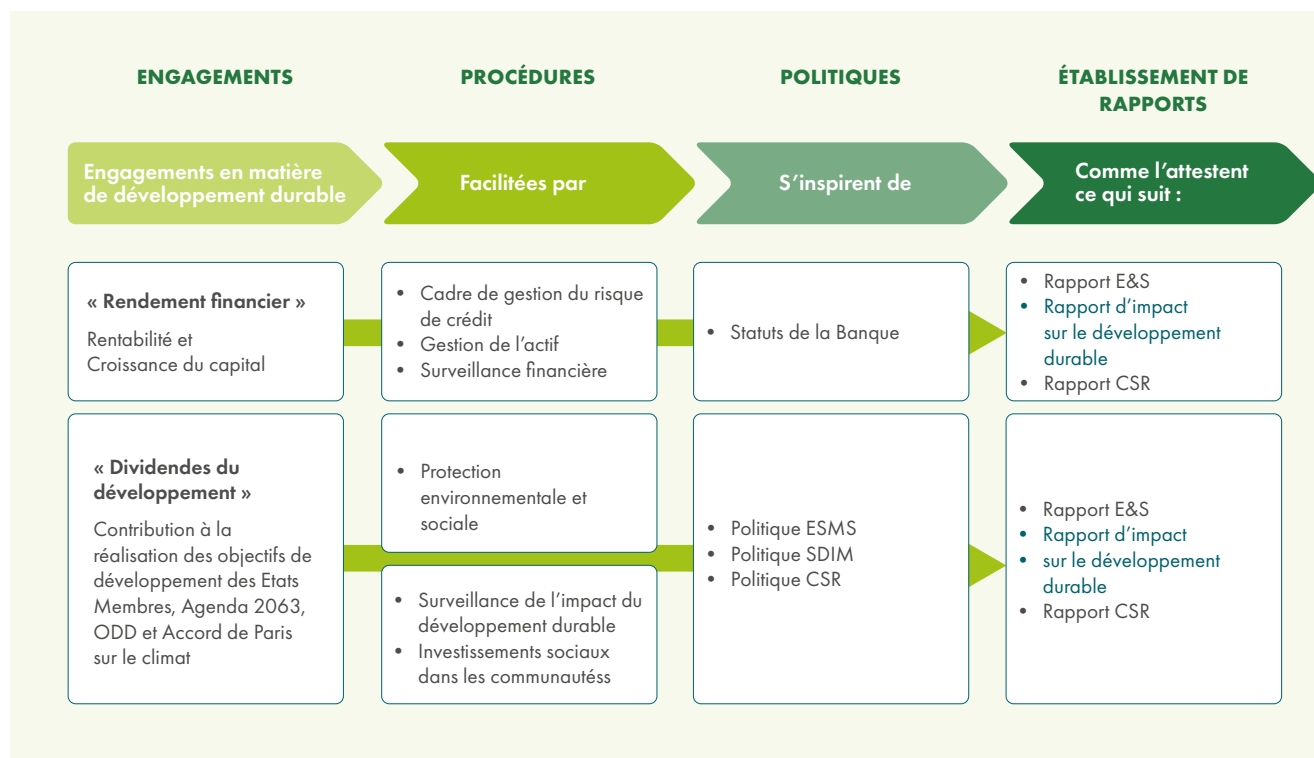
Nos secteurs prioritaires de financement sont l'agriculture et l'agro-industrie, l'énergie (en particulier les énergies renouvelables), la fabrication et les infrastructures.

Cette approche est en phase avec notre objectif de création d'emploi grâce à un travail décent afin de réduire la pauvreté, améliorer l'alimentation et les infrastructures d'éducation, et accroître l'accès à l'énergie renouvelable propre. En outre, nos opérations de financement des projets et des infrastructures et de financement du commerce ciblent à la fois les PME et les grandes entreprises, de manière à permettre à la Banque d'accroître son impact sociétal.

Afin de traduire en actes notre engagement envers le programme mondial de développement durable, nous avons développé un cadre de développement durable complet, qui est intégré au système de gestion des risques d'entreprise (ERMS) à l'échelle de la Banque.

Ce cadre définit nos engagements, politiques et nos procédures en matière de développement durable. L'engagement de la Banque en faveur d'un double avantage financier et développemental est défini par notre politique de gestion de l'impact sur le développement durable, notre politique de suivi environnemental et social et notre politique de responsabilité sociale d'entreprise. Sa bonne mise en œuvre est garantie par nos processus, notamment notre SDIMS, le système de sauvegarde et de surveillance environnementale et sociale, et les investissements sociaux communautaires.

Figure 1 : Facteurs clés de nos rapports



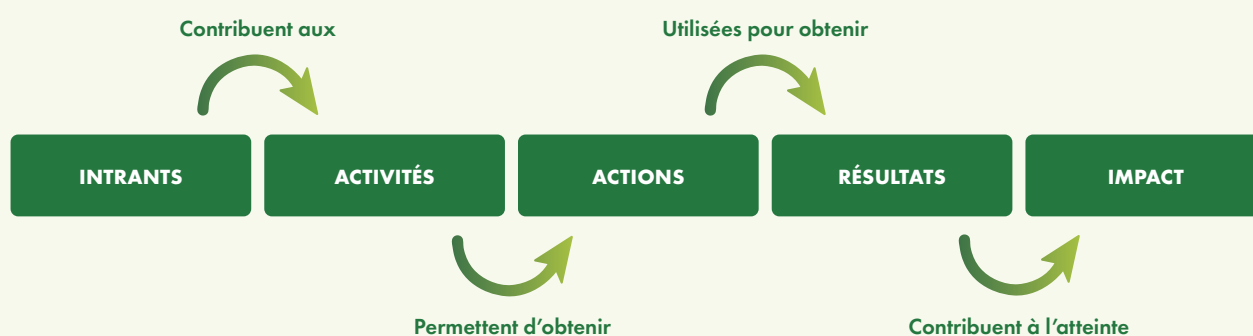
Les rapports relatifs à l'impact sur le développement durable sont essentiels pour comprendre notre impact et pour nous assurer que les progrès réalisés sont conformes à nos objectifs.

A la TDB, nous nous évertuons à mener une évaluation équilibrée de notre contribution au développement durable, en comprenant à la fois les impacts positifs et négatifs de nos opérations et en exploitant les opportunités pour maximiser les impacts positifs nets. Nous savons également que la mise en œuvre de notre cadre de développement durable est un engagement de tous les instants. Notre théorie du changement sous-tend cet engagement et définit nos domaines d'impact prioritaires.

2.2 LA THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA TDB

Afin de garantir que nos opérations et activités sont conformes aux ODD, à l'Accord de Paris et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, nous avons développé une Théorie du changement qui reflète la manière dont nous entendons agir sur le développement durable. La Théorie du changement révèle le lien logique entre ce que nous faisons et la façon dont cela se traduit par un impact sur le développement. Cette théorie est représentée comme un cheminement d'impact ou une chaîne de valeur, par laquelle nos apports en capital financier et humain facilitent des activités comme le montage de prêts, qui entraînent des résultats tels que le financement de projets et de commerce. Ces actions, à leur tour, génèrent des résultats qui contribuent au développement durable et, au bout du compte, à notre impact. La Théorie du changement constitue la base de notre mesure et de notre gestion de l'impact et est éclairée par la politique de suivi de l'impact sur le développement durable.

Figure 2 : Théorie du changement de la TDB



Intrants : Capital et ressources humaines.

Activités : Montage de prêts, GRE, gestion du risque de crédit, gestion de portefeuille, syndications et Fonds pour le commerce et le développement.

Actions : Prêts aux entreprises, garanties de prêts, prêts pour les infrastructures, prêts souverains, prêts aux PME et financement du commerce.

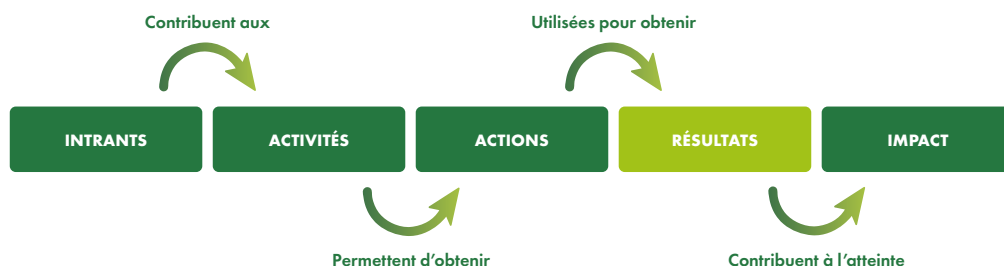
Résultats : Amélioration de l'accès au financement, amélioration de la performance des entreprises, création d'emplois, amélioration de la performance du secteur stratégique, hausse du commerce intra- et extra-régional et accès accru aux infrastructures sociales et économiques.

Impact : Agenda 2063, ODD et Accord de Paris.

RÉSULTATS ET IMPACT DE LA TDB EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Conformément à notre Théorie du changement, nous avons identifié **six résultats de développement** qui nous permettent de souligner notre contribution aux trois accords mondiaux susmentionnés et, en fin de compte, d'illustrer l'orientation stratégique de notre impact. Ces résultats se reflètent dans notre SDIMS et aident à orienter le

processus interne de prise de décision. Ils représentent nos résultats de développement escomptés et établissent un lien logique entre ce que nous faisons en tant que banque et pourquoi nous le faisons. En outre, ils servent à garantir que toutes les transactions sont menées dans le contexte de leur impact prévu. La section ci-dessous présente une description plus détaillée de ces six résultats de développement ainsi que leur lien avec les ODD.



RÉSULTAT 1 : AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT



- Nous offrons aux entreprises des financements auxquels ils n'auraient probablement pas accès par l'intermédiaire de banques commerciales ou qui ne seraient pas disponibles selon des termes (échéances) et des conditions correspondant à leurs besoins.
- Nos garanties de prêt renforcent la capacité des institutions financières des États membres à faciliter l'accès au financement aux entreprises dont les profils de risque peuvent être plus élevés que ce que les banques commerciales sont prêtes à financer. Cela permet à un plus grand nombre de PME qui empruntent pour la première fois d'accéder à des financements. Les PME qui présentent un bon bilan en termes de réalisations peuvent obtenir plusieurs prêts pour développer leur entreprise au fil du temps.
- En agissant en tant qu'arrangeur principal ou en tant que partie à un crédit syndiqué, nous contribuons à la structuration et au financement de prêts importants, facilitant ainsi la réalisation des projets d'infrastructure de grande envergure. L'impact sur le développement de grands projets dans des secteurs comme les TIC, l'énergie et les transports peut être important en termes d'emplois générés, de recettes fiscales perçues ou de nombre d'utilisateurs ou de clients atteints.
- En tant qu'arrangeur principal mandaté ou en tant que partenaire syndiqué dans les prêts souverains importants, nous permettons aux pays de refinancer la dette commerciale à court terme en arrangeant des prêts aux échéances plus longues. Ces actions élargissent la marge de manœuvre budgétaire des États, leur permettant d'investir dans les infrastructures ou de réduire les paiements d'intérêts.

RÉSULTAT 2 : AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES



- Les prêts aux grandes entreprises et le soutien aux PME peuvent accroître la productivité, les ventes, les exportations et les bénéfices. À leur tour, les entreprises qui démarrent et celles qui se développent sont généralement en mesure de créer des emplois décents.
- Le financement des technologies vertes dans des domaines tels que l'efficacité énergétique, la réduction des déchets, la réutilisation et le recyclage, et la réduction des gaz à effet de serre (GES) et d'autres polluants contribue à améliorer la performance environnementale des entreprises.
- L'amélioration des performances du secteur privé peut également contribuer à la croissance du PIB.

RÉSULTAT 3 : CRÉATION D'EMPLOIS



- Le financement des infrastructures et des entreprises - et la création de marchés d'exportation - peut aider à créer des emplois temporaires pendant la phase de construction et des emplois permanents lors des phases d'exploitation.
- Le financement des PME et des secteurs ayant de vastes chaînes de valeur peut favoriser l'emploi et les moyens de subsistance des petits producteurs.
- La création d'emplois peut réduire les niveaux de pauvreté, mais aussi contribuer à la croissance du PIB et à l'augmentation des impôts sur les salaires.

RÉSULTAT 4 : ACCÈS ACCRU AUX INFRASTRUCTURES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES



- Le financement des infrastructures peut contribuer à développer l'infrastructure globale et à réduire les coûts de transport, améliorant ainsi la productivité du secteur privé, la sécurité énergétique, la facilité de déplacement et l'intégration régionale. Le financement de projets dans les secteurs de la santé et de l'éducation peut faciliter l'amélioration des résultats dans ces secteurs, contribuant ainsi à réduire la pauvreté.

RÉSULTAT 5 : AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES SECTEURS STRATÉGIQUES



- Le financement du commerce permet de garantir que les secteurs stratégiques de l'économie ont accès aux intrants adéquats et fiables nécessaires pour accroître leur efficacité et leur productivité.
- Les exportations de grande valeur peuvent grandement favoriser la croissance économique et les réserves de change.
- Les financements clés dans des secteurs stratégiques tels que les transports, l'énergie, le tourisme, l'agriculture et la construction peuvent avoir des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, grâce à la mise à disposition des intrants nécessaires, le développement des chaînes de valeur et la création d'emplois indirects.
- Le soutien aux facilités commerciales pour les importations d'aliments et les investissements dans l'agriculture à l'échelle nationale peuvent renforcer la sécurité alimentaire et réduire la faim.
- Le financement de projets énergétiques, en particulier dans le domaine de l'énergie propre, accroît la sécurité énergétique des pays tout en minimisant la hausse des émissions des GES.

RÉSULTAT 6 : HAUSSE DU COMMERCE INTRA- ET EXTRA-RÉGIONAL



- La facilitation des importations et des exportations renforce le commerce et l'intégration mondiaux et régionaux, et peut soutenir la croissance du PIB et de l'emploi.
- Les mécanismes de financement du commerce aident les exportateurs des États membres à gagner de nouveaux marchés et de nouveaux clients.
- ICT and telecommunications infrastructure enhances connectivity within and between countries, improving linkages that can increase trade.
- Les infrastructures de TIC et de télécommunications améliorent la connectivité à l'intérieur des pays et entre eux, renforçant des liens susceptibles d'accroître les échanges.
- Le développement des infrastructures de transport et de la logistique peut réduire le coût du transport transfrontalier des marchandises et améliorer la compétitivité du commerce intra-régional.
- L'aviation joue un rôle fondamental dans la circulation des biens et des personnes, car elle facilite non seulement le commerce, mais aussi les voyages de loisirs et d'affaires.
- Les investissements dans les entreprises renforcent la production, ce qui peut entraîner une augmentation des exportations vers les États membres et le marché mondial.

Dans le cadre de notre cheminement d'impact, ces six résultats sont soutenus par une politique de suivi des impacts sur le développement durable et un système associé. Dans la présente politique, nous nous engageons à :

« (i) la collecte et l'analyse en temps opportun de données fiables, conformément au système d'évaluation d'impact ; (ii) la collaboration avec les actionnaires, les clients, les partenaires et les bénéficiaires pour identifier, analyser et rendre compte de l'impact sur le développement ; et (iii) la production d'un rapport annuel sur le développement durable qui met en lumière notre impact sur le

développement durable. Le suivi de l'impact est une fonction de gestion essentielle qui fournit une base claire pour la planification stratégique et la prise de décision. »

Grâce à la mise en œuvre de notre cadre de développement durable et à l'application de la théorie du changement, nous avons progressivement amélioré notre capacité à agir sur le développement durable en 2021. La section suivante du présent rapport analyse cet impact de manière détaillée et présente les progrès que nous avons réalisés.

03. RÉSULTATS D'IMPACT DE LA TDB

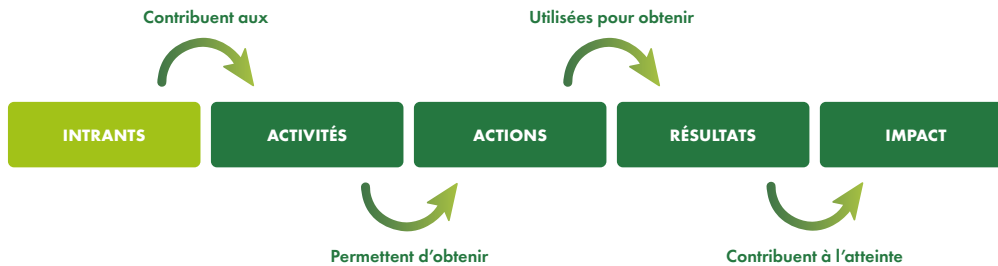
Crédit photo : Adobe Stock

En 2021, nous en sommes à la deuxième année de la mise en œuvre de notre SDIMS. Ce système nous a permis de présenter la cohérence des indicateurs par rapport à l'année précédente, mais aussi de nouveaux indicateurs, adoptés à mesure que notre capacité de surveillance s'améliore. Notre théorie du changement décrit comment les tenants et les activités se traduisent en résultats et en impact.

La première partie de ce chapitre présente les tenants et les activités qui ont favorisé les actions. La deuxième partie quant à elle présente les résultats et les impacts en se focalisant sur les trois principaux thèmes d'impact retenus pour l'année 2021.

3.1 PORTEFEUILLE DE LA TDB

Le capital financier et humain est essentiel à notre capacité à créer un impact. En 2021, ces deux domaines ont connu une nette amélioration.



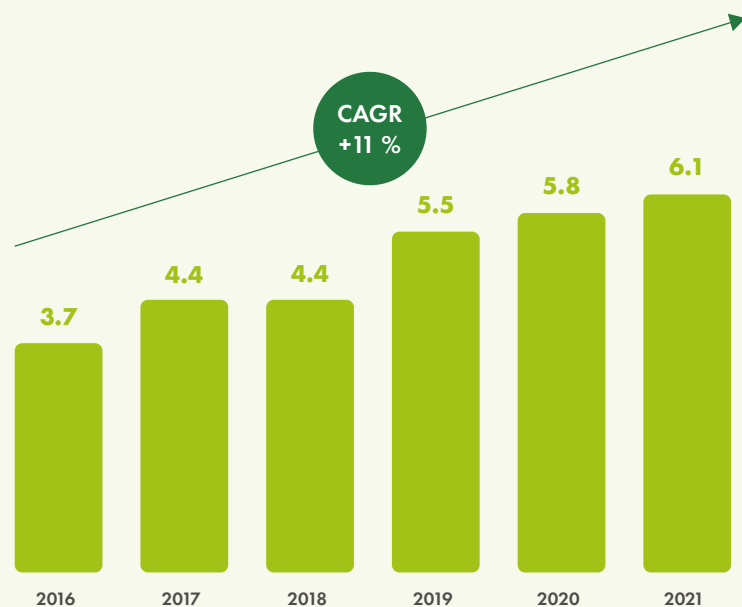
CAPITAL FINANCIER

Notre portefeuille a maintenu une croissance constante par rapport à l'année précédente et, en 2021, le portefeuille total de prêts s'est élevé à 6,1 milliards USD (contre 5,8 milliards USD en 2020), soit une augmentation de 5 % par rapport à la période précédente. Cette augmentation reflète la croissance du PIB dans les États membres alors que ces derniers se remettent des effets de la pandémie de COVID-19 et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement qu'elle a entraînées à l'échelle mondiale. Au cours des cinq dernières années, notre portefeuille a progressé à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 11 %, ce qui reflète

l'engagement de la Banque à augmenter le capital disponible pour les États membres. Le total des actifs de la Banque a augmenté de 10 % pour s'établir à 7,9 milliards USD en 2021 (contre 7,2 milliards USD en 2020) ; le total des fonds propres a augmenté de 11 % pour atteindre 1,7 milliard USD (contre 1,5 milliard USD en 2020) et les bénéfices nets de 10 % pour atteindre 174 millions USD (contre 163 millions USD en 2020). Cette position financière solide est confirmée par les agences internationales de notation Fitch et GCR, qui ont revu leurs perspectives pour nos opérations de « stables » à « positives » et confirmé nos cotes de crédit de qualité supérieure. Notre cote de crédit de Moody's est également restée inchangée.

Figure 3 : Valeur totale des prêts, en milliards USD, entre 2016 et 2021

Malgré les difficultés persistantes liées à la pandémie de COVID-19 et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement qu'elle entraîne, la TDB a enregistré une croissance constante de son portefeuille de prêts depuis 2016. Le portefeuille de prêts de la Banque est passé à 6,1 milliards USD en 2021, soit une augmentation de 5 % (contre 5,8 milliards USD en 2020).

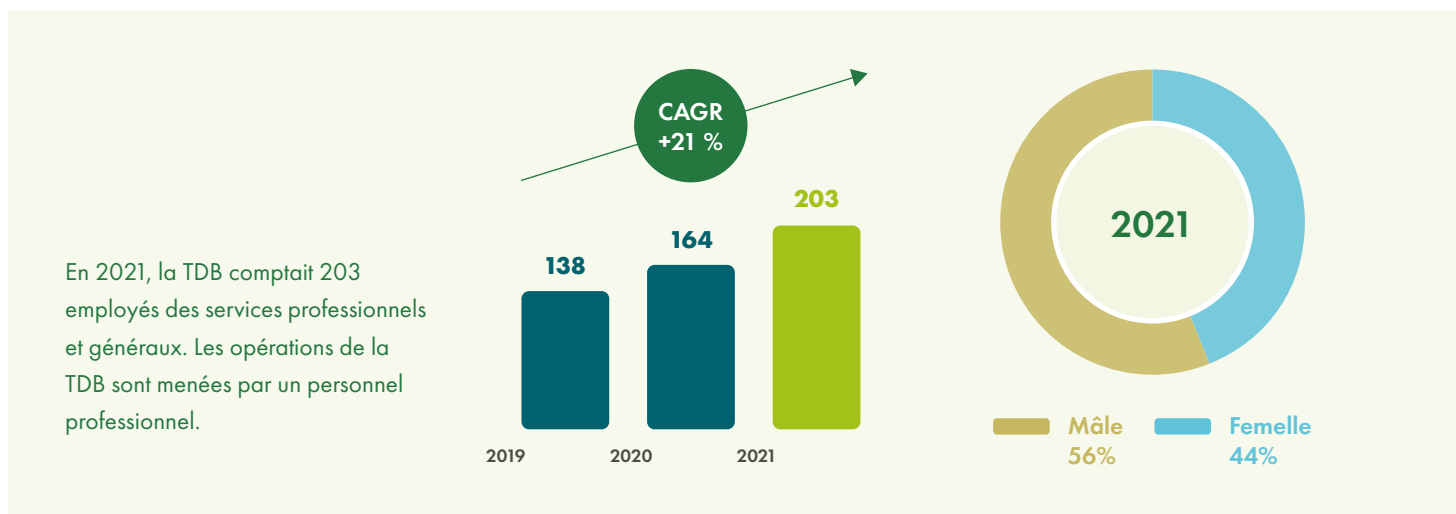


CAPITAL HUMAIN

Nos ressources humaines constituent le deuxième maillon important sur notre cheminement d'impact. Nous avons enregistré une croissance de 23 % de nos effectifs en 2021, avec un taux de croissance annuel composé moyen (TCAC) de 21 % entre 2019 et 2021. Notre personnel représente un élément essentiel de facilitation et d'accompagnement de nos activités et d'appui à nos clients. Nous attirons les talents grâce à nos programmes d'incitation, notamment les cotisations de retraite, la scolarisation des personnes à charge et des programmes médicaux, de formation, de gratification et de reconnaissance des performances.

Nous garantissons également la diversité de nos membres par le profil de notre personnel, à travers le recrutement des citoyens de tous les États membres. Nous mettons également en œuvre des politiques d'égalité des chances et d'intégration de la dimension de genre. Au cours des trois dernières années, nous avons amélioré notre ratio hommes-femmes qui est désormais de 1,26. Au cours de la dernière année, nous avons recruté autant d'hommes que de femmes, et nous continuerons à renforcer cette diversité au sein de notre équipe.

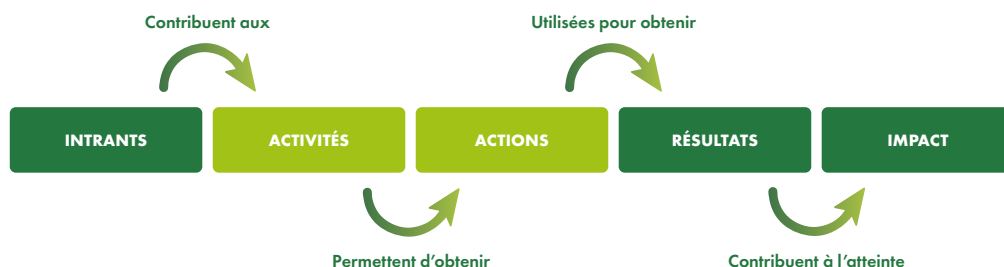
Figure 4 : Capital humain de la TDB entre 2019 et 2021



Notre capital financier et humain est au service des opérations quotidiennes du Groupe, notamment dans les services des ressources humaines, l'administration, les services juridiques, la gestion des actifs et d'autres fonctions internes. Il contribue également aux activités telles que le montage de prêts, la gestion des risques d'entreprise, la gestion de portefeuille, la syndication et l'assistance technique. A leur tour, ces activités

favorisent des actions comme le financement du commerce, des projets et des infrastructures, ainsi que les prêts souverains et la syndication, qui sont la base de notre cheminement d'impact.

Nous nous efforçons de respecter notre mandat visant à garantir à la fois des rendements financiers et un impact sur le développement. Par ailleurs, nos produits commerciaux et financiers sont conçus pour nous permettre d'atteindre ces deux objectifs.



FINANCEMENT DU COMMERCE

Le financement du commerce est un soutien précieux pour la croissance des économies des États membres à travers la promotion des activités d'importation et d'exportation et le soutien du commerce intra et extrarégional, conformément à notre mandat et à nos résultats de développement ciblés.

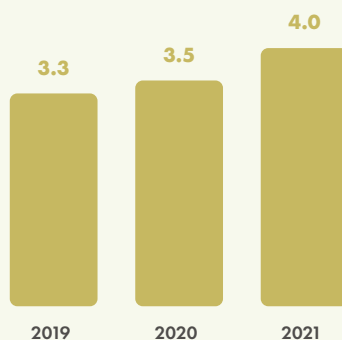
Le financement du commerce offre un guichet de financement

à court terme, permettant aux exportateurs d'accéder à de nouveaux marchés, de développer leurs activités, d'améliorer les chaînes de valeur, de contribuer positivement aux balances commerciales des États membres et de générer des recettes en devises. Les importations stratégiques contribuent également à la sécurité énergétique et alimentaire des États membres, des domaines clés qui conditionnent l'activité économique.

Figure 5 : Prêts pour financement du commerce en milliards USD entre 2019 et 2021

En 2021, notre portefeuille brut pour le financement du commerce s'élevait à 4,0 milliards USD (contre 3,5 milliards USD en 2020)

Au cours de la période sous revue, la Banque a approuvé des prêts commerciaux d'une valeur de 1,64 milliard USD.



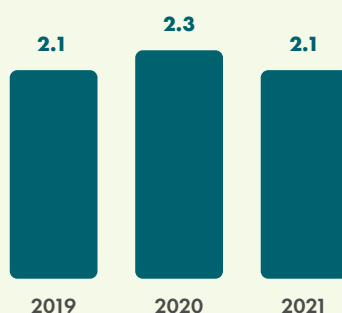
FINANCEMENT DES PROJETS ET DES INFRASTRUCTURES (PIF)

A travers des opérations de financement à moyen et long terme, nous finançons et cofinançons directement des projets d'infrastructures pertinents et financièrement viables dans des secteurs économiques prioritaires. Ces financements permettent aux États membres et à leurs entreprises d'améliorer la production et la productivité, de développer les marchés, de renforcer les chaînes de valeur et d'accroître les exportations ou la substitution à l'importation. Nous proposons également des lignes de crédit

à des intermédiaires financiers ou à des agences nationales de développement afin qu'ils puissent acheminer des financements indirects vers des sous-emprunteurs que nous ne pouvons pas financer directement. La plupart de ces sous-emprunteurs sont des petites ou moyennes entreprises (PME). Nous finançons également des projets d'infrastructures publics et privés viables destinés à soutenir les services de santé, l'éducation, les TIC, le transport et l'énergie, lorsque ces projets contribuent à créer des emplois et des opportunités économiques et facilitent l'accès aux services sociaux et économiques.

Figure 6 : Financement des projets et des infrastructures, en milliards USD, entre 2019 et 2021

En 2021, le portefeuille de financement des projets et des infrastructures de la Banque s'élevait à 2,1 milliards USD (contre 2,3 milliards USD en 2020).



PRÊTS AUX PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PUBLIC

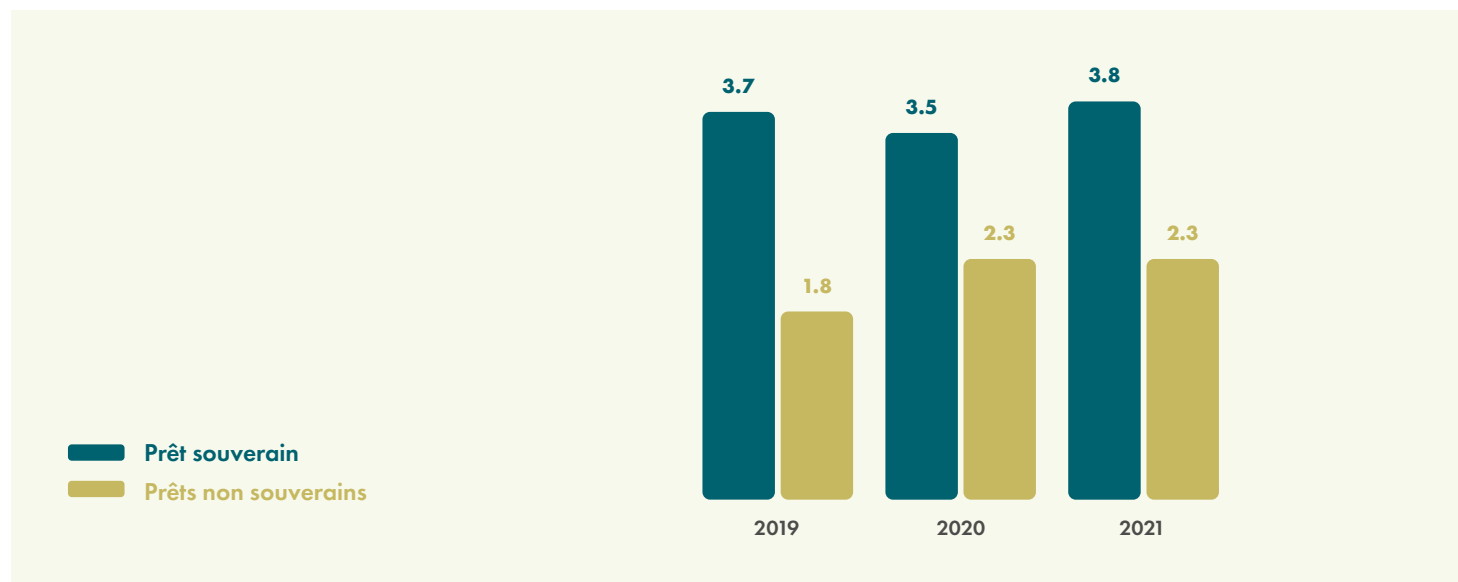
Les prêts souverains sont un élément majeur de notre offre et sont porteurs d'une forte valeur ajoutée pour les États membres. Le portefeuille de prêts souverains a connu une croissance de 7 % en 2021 pour atteindre 3,8 milliards USD, soit 62 % de notre

portefeuille total. Il a permis aux États membres d'avoir accès à des capitaux abordables pour l'importation des produits de base ou pour investir dans des infrastructures, favorisant ainsi une reprise rapide après la pandémie.

SYNDICATIONS

Les activités de syndication jouent un rôle déterminant dans notre capacité de collaborer avec un vaste réseau d'investisseurs et de faciliter l'accès de nos États membres au financement. ||

Figure 7 : Prêts souverains, en milliards USD, entre 2019 et 2021



s'agit de nouer des partenariats avec des membres non régionaux et institutionnels, soit en tant qu'arrangeurs principaux mandatés, soit en tant que partenaires syndiqués. En 2021, nous avons fourni 410 millions USD de prêts syndiqués ; 300 millions USD en tant que participant et 110 millions USD en tant qu'arrangeur principal. Nous avons pu obtenir 16 dollars pour chaque dollar investi.

Au total, nous avons participé à 31 prêts syndiqués, soit en tant qu'arrangeur principal ou participant, contribuant à hauteur de 3,2 milliards USD. En tant qu'arrangeur principal mandaté, nous avons contribué à hauteur de 2,3 milliards USD avec un ratio d'endettement moyen de 2,3.

Tableau 1 : Récapitulatif des prêts syndiqués

PRÊTS SYNDIQUÉS			
Total (en millions USD)	410	Prêts syndiqués octroyés en tant qu'arrangeur principal ou participant (cumulés)	31
Arrangeur principal (en millions USD)	110	Total fourni par la TDB depuis 2009 (cumulé)	3,219
Participant (en millions USD)	300	Total fourni par la TDB depuis 2009 en tant qu'arrangeur principal mandaté (cumulé)	2,349
Investi par d'autres (en millions USD)	1,789	Total mobilisé par d'autres depuis 2009, depuis que la TDB est l'arrangeur principal mandaté	5,497
Ratios d'endettement en 2021	9.7	Ratios d'endettement	2.3

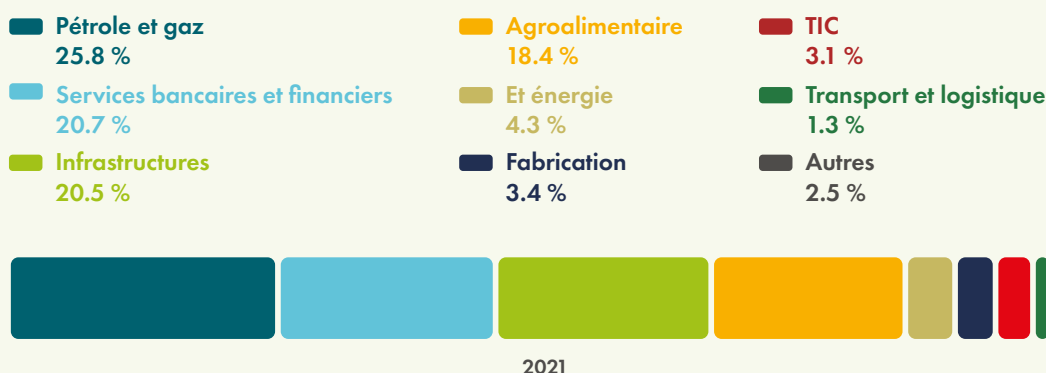
COUVERTURE SECTORIELLE ET CLASSEMENT DES PRÊTS PAR CATÉGORIE

En 2021, nous avons principalement investi dans les secteurs suivants : pétrole et gaz (25,8 %), infrastructures (20,5 %), services bancaires et financiers (20,7 %), agroalimentaire (18,4 %) et énergie (4,3 %).

Nous avons concédé des compromis implicites en matière de développement durable dans la plupart de ces secteurs, notamment le pétrole et le gaz. En tant que Banque, nous les intégrons explicitement dans notre théorie du changement, notre SDIMS et nos processus décisionnels. Nous continuerons également à soutenir les ODD et l'Accord de Paris pour une transition énergétique équitable.

Figure 8 : Principaux secteurs soutenus par la TDB en 2021

Principaux secteurs soutenus par la TDB en 2021, pourcentage de la valeur totale.



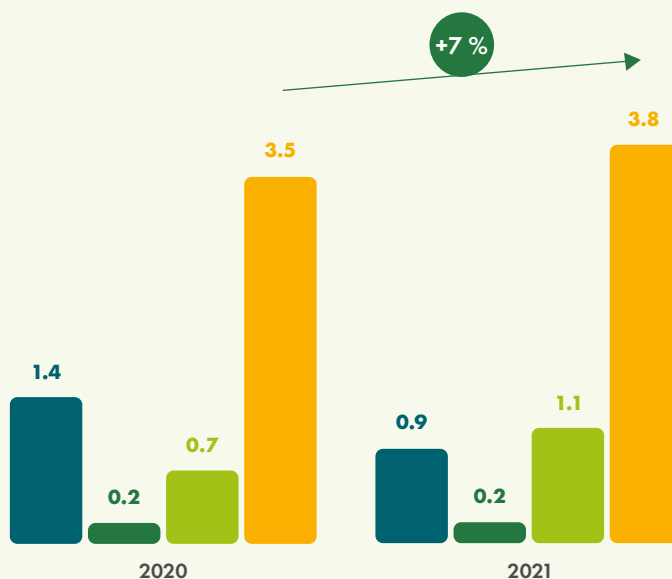
Notre portefeuille comprend quatre catégories, les gouvernements et les entreprises publiques représentant 64 % du portefeuille total,

suis des banques et institutions financières (18 %), des grandes entreprises et sociétés (16 %) et des PME (3 %).

Figure 9 : Valeur des prêts par catégorie, en milliards USD, entre 2020 et 2021

- Grandes entreprises / sociétés
- Petites et moyennes entreprises
- Banques et institutions financières
- Administration et entreprises publiques

La TDB appuie résolument les gouvernements et les entreprises publiques.



En plus du SDIMS, nous appliquons également des mesures de sauvegarde environnementales et sociales à travers notre SGES. Toutes les opérations de financement sont classées dans quatre catégories environnementales et sociales (E&S), représentant différents niveaux de risque et d'impact. Les projets de catégorie 1 présentent des risques environnementaux et sociaux élevés et requièrent des études d'impact et de gestion environnementales et sociales approfondies, conformément aux meilleures pratiques

internationales. Les catégories 2 et 3 représentent respectivement un risque modéré et faible. La catégorie 4 représente un financement par le biais d'intermédiaires financiers qui ne présentent pas de risques sociaux et/ou environnementaux négatifs. En 2021, notre exposition au risque était de 79 % dans les projets de catégorie 3 et 4.

Tableau 2 : Approbations par catégorie de risques sociaux et environnementaux en 2021

APPROBATIONS PAR CATÉGORIE DE RISQUES SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX EN 2021	
Catégorie 1	12 %
Catégorie 2	8 %
Catégorie 3	42 %
Catégorie 4	37 %

INVESTISSEMENTS ET FONDS PROPRES DESTINÉS À PRODUIRE UN IMPACT

À la TDB, la structure de notre capital-actions public-privé est unique, les investisseurs souverains et institutionnels détenant respectivement des actions de catégorie A et de catégorie B. Nous préparons le lancement des actions de catégorie C afin d'attirer de nouveaux capitaux porteurs et accélérer ainsi notre contribution aux ODD, à l'Agenda 2063 et à l'Accord de Paris.

Les actions de catégorie C offrent des rendements financiers intéressants grâce à des dividendes annuels et un potentiel de valorisation du capital, des gains et des avantages pour les petits investisseurs qui souhaitent agir de manière significative sur le développement grâce à leurs investissements. Nos actions de catégorie C sont atténuées en fonction de leur ancienneté dans le cas improbable d'une liquidation ; en outre les investisseurs peuvent racheter des parts après une période d'échéance de cinq ans.

FINANCEMENT

Parce que la TDB garantit en permanence un triple bilan de son impact sur le développement et des rendements financiers attractifs, elle a pu se positionner comme un partenaire de confiance pour l'intermédiation de capitaux mondiaux et régionaux dans la région qu'elle dessert. En 2021, la TDB a pu mobiliser plus de 2,5 milliards USD auprès de banques multilatérales et bilatérales, de banques commerciales et d'investisseurs du monde entier, par le biais d'émissions sur les marchés financiers, de lignes de crédit à long et

à court terme, d'accords de partage des risques, et d'accords de co-financement et de financement du crédit à l'exportation.

Nous pouvons citer plusieurs exemples remarquables :

- Une euro-obligation de référence de 500 millions USD sur 7 ans souscrite 4,5 fois, le coût le plus bas jamais enregistré par la TDB, avec la plus longue échéance.
- Une facilité de l'AFD en faveur du secteur de la santé pour un montant de 122,5 millions de dollars.
- Une facilité de la KfW en faveur des infrastructures, d'une valeur de 100 millions USD sur 15 ans
- Une facilité de financement à court terme de 100 millions USD obtenue de CDC afin de soutenir les clients touchés par le COVID-19
- Une facilité de la BEI d'un montant de 81,5 millions EUR sur 12 ans pour surmonter le contexte conjoncturel fragile.
- Une facilité de FinDev Canada à hauteur de 20 millions USD sur 8 ans pour soutenir le commerce, renforcer les MPME et financer les mesures de lutte contre les changements climatiques.

Tableau 3 : Facilités obtenues en 2021

PRÊTEUR	MONTANT (EN MILLION USD)
MUFG	150
Eurobond	500
AFD	122.5
Émission en continu d'euro-obligations	150
Standard Chartered	200
Global Syndication	500
Samurai Syndication	150
Findev Canada	20
KFW	100
EIB	100

Tableau 4: Accords cadre de participation aux risques (MRPA) et accords de cofinancement exécutés en 2021

PRÊTEUR	MONTANT (EN MILLION USD)
BADEA	150
CDC Group	75
GHIB	15
Groupe de la BAD	200
FAB	131
ADEX	30

Après avoir examiné nos tenants, activités et actions, dans ce chapitre, nous analysons les résultats et l'impact. Les efforts que nous déployons pour mettre pleinement en œuvre notre SDIMS dans la collecte et l'analyse des données visent à refléter une approche équilibrée

PRIX REÇUS EN 2021



Banquier de développement de l'année : Admassu Tadesse, Président émérite de la TDB et Directeur général du Groupe.

Le Président émérite de la TDB et Directeur général du Groupe a été désigné Banquier de développement de l'année par Financial Afrik. Le choix a été opéré par un jury, et plus de 25 000 lecteurs de Financial Afrik et KapitalAfrik y ont participé.



Opération d'infrastructure de l'année : la TDB a remporté ce prix conjointement avec Standard Chartered Bank et Nedbank pour sa contribution dans le cadre de la tranche des IFD à la facilité de prêt pour le financement de la construction d'un chemin de fer à écartement normal en Tanzanie..



Meilleure banque de financement du commerce en Éthiopie en 2021 : la TDB a remporté ce prix pour la deuxième année consécutive. Il récompense les solutions personnalisées et efficaces de financement du commerce de la Banque, qui ont permis à l'Éthiopie d'améliorer ses niveaux de productivité dans l'agriculture, de créer des emplois, de garantir la sécurité alimentaire, etc.

Prix « Leaders in Trade » pour la résilience : ce prix a été décerné en reconnaissance de l'approche novatrice du Groupe TDB visant à soutenir le commerce dans les économies émergentes, en particulier dans le contexte de la pandémie. Le Groupe a été le seul lauréat dans la catégorie financement du développement pour la résilience dans le monde.

Meilleure transaction de l'année (catégorie matières premières) : ce prix - l'une des onze principales distinctions dans le monde - récompense la TDB pour sa promotion de l'accès au financement des pré-exportations en faveur de l'un des principaux exportateurs de vanille de Madagascar, Épices de Madagascar, une entreprise de commerce équitable montée par une femme.



Leadership exceptionnel en matière de finance durable par une institution multilatérale : ce prix a été décerné en reconnaissance du « leadership mondial et régional de la TDB en matière de finance durable pour ses initiatives visant à atténuer les impacts négatifs du changement climatique et œuvrer à l'émergence d'un avenir plus viable pour l'humanité »

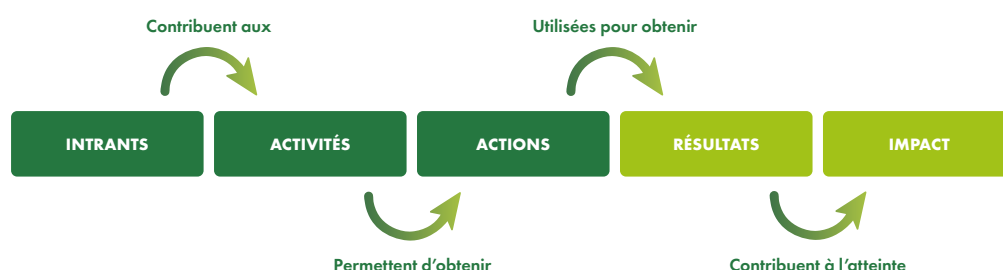
Meilleures innovations en matière de financement du commerce : ce prix, l'un des dix décernés dans cette catégorie dans le monde, a été décerné en reconnaissance de la détermination de la TDB à préserver son leadership en matière d'innovation, particulièrement son rôle de pionnier sur le continent dans l'exécution de transactions de financement du commerce grâce à la technologie de blockchain.

Meilleure banque en Éthiopie : cette distinction récompense la TDB pour son rôle dans la croissance et l'élaboration d'un cadre de développement en Éthiopie.

Meilleure banque de financement du commerce à Maurice : le bureau de la TDB à Maurice est l'un des principaux bureaux de la banque et ce prix célèbre l'impact de ses activités de financement du commerce dans la région qu'elle dessert. De manière concrète, les prix ont été décernés aux institutions qui « ont su réagir au contexte inédit de 2020 grâce à de nouvelles technologies et au renforcement des capacités qui ont aidé leurs clients à réussir ».

Meilleure banque de financement du commerce au Kenya : le bureau de la TDB au Kenya est le bureau régional et le centre opérationnel de la Banque. Ce prix célèbre l'impact de ses activités de financement du commerce dans la région qu'elle dessert. De manière concrète, il est décerné aux institutions qui « ont su réagir au contexte inédit de 2020 grâce à de nouvelles technologies et au renforcement des capacités qui ont aidé leurs clients à réussir ».

3.2 THÈMES D'IMPACT DE LA TDB POUR 2021



et pragmatique dans nos rapports sur l'impact obtenu. Par conséquent, tout en présentant des informations relatives à notre portefeuille, il est également utile de fournir des exemples illustrant l'impact sur le développement par rapport à nos six résultats escomptés. En 2020, notre thème principal portait sur l'assistance aux États membres et aux clients « pour l'émergence d'un avenir meilleur » grâce aux partenariats et au leadership, en réponse à la pandémie mondiale. En 2021, nous avons perfectionné ce principe en examinant comment nos efforts pour l'émergence d'un avenir meilleur ont un impact sur les trois thèmes suivants :

1. **Chaînes d'approvisionnement, commerce et infrastructure ;**
2. **Impacts sociaux de l'inclusion financière ; et**
3. **Changement climatique et sécurité alimentaire.**

THÈME D'IMPACT 1 : CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT, COMMERCE ET INFRASTRUCTURE

commerce joue un rôle central dans le développement économique car il facilite l'expansion du marché, stimule les économies nationales et renforce les relations commerciales intra-régionales.

Nos activités de financement du commerce nous ont permis de contribuer à la croissance des économies africaines, à la création d'emplois et à l'amélioration des performances des industries locales. Les facilités pour le financement du commerce ont également favorisé l'achat et le transport des produits de base stratégiques, notamment des intrants agricoles et des produits tels que les engrais, le sucre, le blé et le carburant. Ces produits contribuent à la sécurité énergétique et alimentaire dont nous avons tant besoin. Ces acquis sont davantage renforcés par la construction et le financement d'infrastructures adaptées

Alors que le monde continue de ressentir les effets du COVID-19, la pandémie exerce encore une forte pression sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et le financement de projets d'infrastructure. Il y a également eu une poussée du protectionnisme de même que de nombreux défis en termes de sécurité alimentaire et de changement climatique. Ces trois thèmes reflètent le discours mondial en 2021 et il est important pour nous d'en tenir compte en fonction de nos résultats de développement escomptés et, au bout du compte, de notre impact.

L'importance de la résilience des chaînes d'approvisionnement et du commerce régional est devenue plus évidente à la suite des perturbations de ces chaînes et des difficultés observées dans le commerce international du fait de la pandémie de COVID-19. Le



qui améliorent les chaînes d'approvisionnement et facilitent le commerce à la fois dans les pays et entre les pays.

Le développement des infrastructures est un levier incontestable de la croissance économique et du développement.⁴

Il impacte positivement la productivité marginale de l'investissement en capital privé et public et est susceptible de réduire les coûts de production, avec pour résultat un effet positif sur la rentabilité, les niveaux de production, les revenus et l'emploi, en particulier pour les PME. Le développement des infrastructures joue un rôle clé dans la réalisation des ODD, notamment parce qu'il présente des effets d'entraînement potentiels positifs sur la plupart des ODD, car pour se développer, les secteurs économiques et sociaux ont généralement besoin d'infrastructures de qualité.⁵

⁴ La Banque mondiale. (1994). Rapport sur le développement dans le monde 1994 [En ligne]. Accessible sur : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/535851468336642118/pdf/131840REPLACEMENTOVDR01994.pdf>.

⁵ Xiao, Y, D'Angelo, D, Nghiã-Piotr, T.(2020). Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment. (La bonne gouvernance des

Les avantages les plus remarquables du développement des infrastructures et du financement du commerce pour les marchés émergents incluent notamment :

- le développement industriel grâce à des chaînes d'approvisionnement efficaces ;
- l'amélioration de l'activité commerciale ; et
- l'amélioration du niveau de vie.

La croissance de l'Afrique australe et de l'Est dépend du développement généralisé des infrastructures et de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement. De tels projets nécessitent un financement à grande échelle, que les seules ressources publiques ne peuvent satisfaire. Selon la Banque africaine de développement, les besoins en infrastructures de l'Afrique se chiffrent à 130 à 170 milliards USD par an, et le déficit de financement est de l'ordre de 68 à 108 milliards USD.⁶ Le déficit de financement pour le commerce en Afrique se situait aux alentours de 91 milliards USD en moyenne avant la pandémie⁷.

Nous facilitons la promotion du développement des infrastructures et des chaînes d'approvisionnement en accordant des financements directs pour les projets qui s'y rapportent. Ce financement direct des infrastructures et le financement ciblé du commerce aident les pays en développement à renforcer leurs chaînes d'approvisionnement et leurs échanges commerciaux.

En 2021, nous avons signé un certain nombre de protocoles d'accord (MoU) visant à faciliter les échanges et les investissements extrarégionaux entre les organisations internationales et certains États membres. Ces protocoles d'accord favorisent la promotion du développement économique et du commerce en Afrique, les opportunités d'exportation et le financement d'activités spécifiques. C'est dans cette optique que d'importants protocoles d'accord ont été signés avec la Banque nordique d'investissement (NIB), la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), le Fonds souverain de Djibouti SA (FSD), la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), la Nippon Export and Investment Insurance (NEXI) du Japon, Bpifrance de France, le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) et Trademark East Africa (TMEA).

Figure 10 : Proportion allouée aux infrastructures dans le financement total de la TDB en 2021

Investissement dans l'infrastructure

En 2021, **35 %** de notre exposition totale aux prêts concernait le développement des infrastructures en Afrique australe et de l'Est, soit un total de 2,1 milliards USD.

En outre, nos prêts pour les infrastructures ont contribué à la création de plus de 8 300 emplois dans le secteur.



infrastructures pour mettre fin au gaspillage des investissements publics.) Fonds monétaire international. Chapitre 4 : Investissement dans les infrastructures et Objectifs de développement durable.

⁶ Banque africaine de développement. (2018). Perspectives économiques en Afrique 2018. Chapitre 3 : Les infrastructures africaines : un potentiel considérable, mais un impact limité sur la croissance équitable. [En ligne]. Accessible sur : https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2018AEO/African_Economic_Outlook_2018_-_EN_Chapter3.pdf.

⁷ BAD et Banque africaine d'import-export (Afrexim) (2020). Financement du commerce en Afrique : Tendances au cours de la dernière décennie et opportunités futures - Document de recherche sur les politiques 3. [En ligne]. Accessible sur : <https://www.afdb.org/en/documents/trade-finance-africa-trends-over-past-decade-and-opportunities-ahead>.

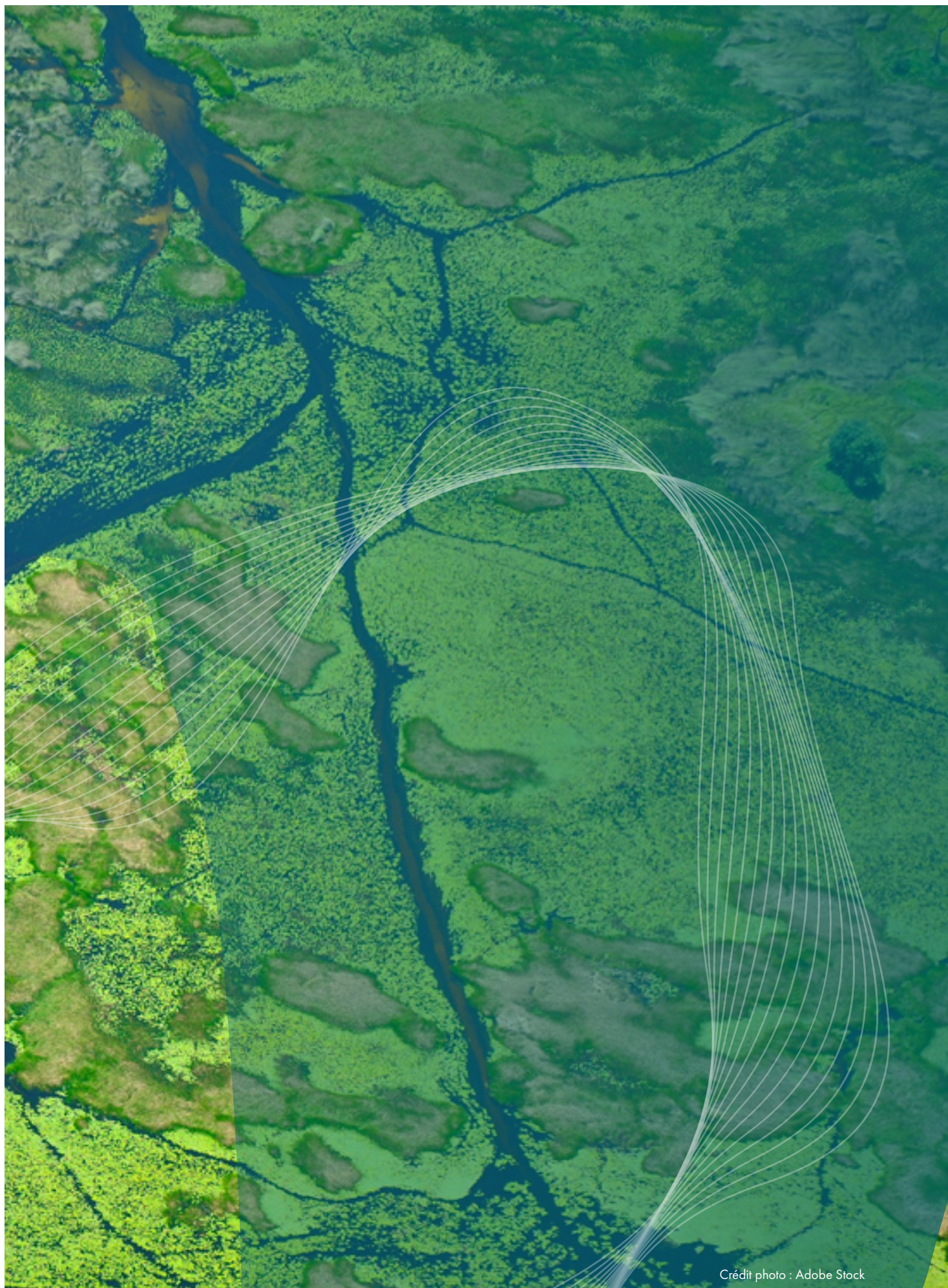
Nos opérations de financement du commerce ont progressé de 16 % en 2021, pour atteindre un montant cumulé de 4,0 milliards USD. Ces opérations ont contribué à accroître la productivité, la production ainsi que les gains de revenus. Après avoir été la première IFD à réaliser une transaction de financement direct du commerce de bout en bout en utilisant la blockchain en 2019, nous avons à ce jour fourni 600 millions USD de financement du commerce via cette technologie.

Selon nos rapports financiers, la valeur totale allouée aux institutions qui empruntent pour la première fois dans les secteurs des TIC et de l'énergie se situait à 215 millions USD et 329 millions USD respectivement. Ces chiffres sont révélateurs de l'impact de nos activités dans ces secteurs, grâce aux efforts consentis pour améliorer le commerce, les chaînes d'approvisionnement et les infrastructures. Les études de cas ci-dessous illustrent de quelle manière nos financements sont porteurs d'impacts sur le développement.

L'étude de cas 1 montre comment notre financement a favorisé l'activité commerciale en Afrique. Des infrastructures adaptées contribuent au développement des échanges commerciaux - non seulement dans un pays, mais aussi à l'international - avec l'amélioration des moyens de transport.⁸ Le secteur aéronautique est un puissant levier de croissance économique car le transport de personnes et de marchandises est le catalyseur du secteur du tourisme, facilite l'implantation et la croissance des entreprises et constitue un maillon essentiel de la logistique de la chaîne d'approvisionnement, surtout des pays enclavés.⁹

8 Foster.V, Lebrand. M. (2022). How does infrastructure investment promote economic development in fragile regions of Africa? (Comment les investissements dans les infrastructures favorisent-ils le développement économique dans les régions fragiles d'Afrique ?) Plateforme de blogs de la Banque mondiale [En ligne]. Accessible sur : <https://blogs.worldbank.org/ppps/how-does-infrastructure-investment-promote-economic-development-fragile-regions-africa>.

9 Banque mondiale (aucune date indiquée) Transport aérien [En ligne]. Accessible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/transport/brief/airtransport>



Crédit photo : Adobe Stock



ÉTUDE DE CAS 1 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Diverses facilités depuis 2010



PAYS

Rwanda, Kenya, et Éthiopie



MONTANTS DU FINANCEMENT

500 millions USD répartis sur plusieurs facilités



DURÉE (ANNÉES)

- RwandAir : 6
- Kenya Airways : 10
- Ethiopian Airlines : 5

DESCRIPTION

Depuis 2010, nous avons offert de nombreuses facilités à trois compagnies aériennes africaines :

1. **RwandAir** est une compagnie aérienne dynamique de l'Afrique de l'Est qui continue de consolider ses parts de marché en ajoutant régulièrement de nouvelles liaisons rentables. Avec une femme à sa tête (et une équipe de direction à 50 % composée de femmes), RwandAir emploie près de 1 400 personnes et dispose d'une flotte de 12 avions qui desservent 29 destinations internationales et 3 destinations nationales.
2. **Kenya Airways**, membre de SkyTeam, est l'une des principales compagnies aériennes d'Afrique, desservant 54 destinations dans le monde, dont 41 en Afrique. Kenya Airways emploie près de 4 800 personnes.
3. **Ethiopian Airlines** est la plus grande compagnie aérienne d'Afrique. Avec 137 destinations internationales et 21 destinations nationales, ce membre de Star Alliance opère selon un modèle hub-and-spoke à partir de sa principale plaque tournante et détient 9 % de la capacité totale en sièges sur le marché africain. La compagnie compte 14 000 employés et exploite une flotte de plus de 126 avions de transport de passagers et avions-cargos et a encore 47 avions en commande.

Notre financement a servi à l'expansion des flottes, des liaisons et d'un certain nombre de destinations pour ces compagnies aériennes ; contribuant à terme à améliorer la connectivité régionale (et mondiale) de leurs pays. Le financement de la TDB a non seulement permis de soutenir l'emploi et stimuler l'activité économique dans divers secteurs (dont le tourisme), mais aussi et surtout aidé les compagnies aériennes à dynamiser le commerce intra-régional, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.¹⁰

Comme pour de nombreux projets d'infrastructure et connexes, notamment ceux qui concernent les transports, les projets financés ont eu des impacts environnementaux négatifs, mais aussi des impacts positifs. Dans le cas des compagnies aériennes, on peut citer les émissions de carbone. Il importe de reconnaître ces impacts comme une contrepartie nécessaire dans les décisions qui concernent l'impact sur le développement, de les évaluer avec précision, dans la mesure du possible, et d'atténuer leur effet négatif.

¹⁰ La Zone de libre-échange continentale africaine a été créée en 2018.



Crédit photo : Adobe Stock

FINANCEMENT DES COMPAGNIES AÉRIENNES RÉGIONALES AFRICAINES¹¹



SECTEURS CONCERNÉS

- Transport et logistique
- Tourisme et hôtellerie
- Commerce



ALIGNEMENT SUR LES ODD



RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Accroître la capacité de fret et de transport des passagers pour les destinations mondiales, régionales et nationales.
- Améliorer les chaînes d'approvisionnement à l'échelle régionale et mondiale.
- Stimuler la productivité et la croissance économique de nos États membres ;
- Soutenir les entreprises qui emploient plus de 20 000 personnes.
- Améliorer le commerce intra-régional entre les États membres de la TDB en facilitant la circulation des personnes et des biens.
- Accompagner les filières du tourisme des différents États membres desservis par les compagnies aériennes.
- Renforcer la capacité de distribution du matériel médical et d'assainissement de première nécessité dans la région et sur le continent afin d'atténuer les effets sanitaires et socio-économiques négatifs de la COVID-19.
- Produire malheureusement un impact environnemental négatif en raison des fortes émissions de carbone de l'industrie aéronautique.¹²

Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement décrits dans notre théorie du changement à travers **(i) un meilleur accès aux infrastructures sociales et économiques et (ii) la hausse du commerce intra- et extra-régional.**

Ces résultats de développement fonctionnent ensemble pour créer de meilleures opportunités d'emploi. L'étude de cas 2 donne un nouvel exemple de la manière dont nos financements peuvent améliorer l'activité commerciale et promouvoir l'efficacité des chaînes d'approvisionnement en Afrique, dans ce cas avec un impact particulier sur les PME et le secteur agricole. Comme illustré dans l'étude de cas précédente, les économies ont besoin d'infrastructures fiables pour garantir la connexion des chaînes d'approvisionnement et la circulation efficace des biens et services à travers les frontières.¹³ En Afrique, les PME sont des acteurs économiques essentiels, mais elles sont souvent géographiquement dispersées et font face à des défis importants. Concrètement, leur capacité à produire et à se développer dépend souvent de l'accès à des infrastructures et à des services fiables et de haute qualité, qui leur permettent de concurrencer les grandes entreprises. L'étude de cas suivante démontre comment le financement peut aider à atteindre cet objectif.

¹¹ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB et lors d'entretiens virtuels

¹² Transport & Environment (aucune date indiquée) Document Aviation 2030. [En ligne] Accessible sur : <https://www.transportenvironment.org/wp-content/uploads/2021/07/Aviation%202030%20briefing.pdf>.

¹³ Puentes. R. (2015). Why Infrastructure Matters: Rotten Roads, Bum Economy. Brookings. [En ligne]. Accessible sur : <https://www.brookings.edu/opinions/why-infrastructure-matters-rotten-roads-bum-economy/#:~:text=The%20economy%20needs%20reliable%20infrastructure,transit%20can%20reduce%20greenhouse%20gases.>



Crédit photo : Adobe Stock

ÉTUDE DE CAS 2 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2020 et 2021



MONTANTS DU FINANCEMENT

Prêt initial de 10 millions USD pour le financement du commerce, relevé ultérieurement à 15 millions USD



PAYS

Burundi



DURÉE (ANNÉES)

- 1 années

DESCRIPTION

La Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU) est la première banque commerciale du Burundi. Elle existe depuis 60 ans et détient 30 % du marché intérieur. La BANCOBU propose une large gamme de produits et services financiers aux particuliers et aux entreprises.

En 2021, nous avons offert une facilité de pré-exportation et d'importation renouvelable de 15 millions USD destinée **aux PME sous la forme de prêts commerciaux pour le financement de certains produits agricoles et d'autres produits stratégiques**. Une partie du financement a été allouée au titre de **ligne de financement du commerce pour financer l'importation d'engrais et d'autres importations stratégiques identifiées**.

RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Renforcer la capacité d'exportation du Burundi en finançant des secteurs stratégiques tels que l'agriculture.
- Faciliter le financement des PME et des agriculteurs en permettant à la BANCOBU de desservir une partie de sa clientèle en pleine croissance dans les exportations essentielles.
- Soutenir la croissance économique et la création d'emplois au Burundi grâce à une augmentation des exportations agricoles et à la capacité des PME à développer leurs activités (l'agriculture représente plus de 86 % des emplois au Burundi).
- Encourager le commerce régional de biens essentiels vers les États membres.
- Soutenir l'engagement de la BANCOBU à améliorer l'inclusion financière au Burundi.
- Soutenir l'autonomisation économique des femmes burundaises, à la suite de la stratégie de la BANCOBU de promouvoir l'égalité des chances en matière d'emploi pour les hommes et les femmes.



Crédit photo : Bancobu

SOUTENIR LA CAPACITÉ DU BURUNDI EN MATIÈRE D'EXPORTATION¹⁴



SECTEURS CONCERNÉS

- Services financiers
- Commerce



ALIGNEMENT SUR LES ODD



- Soutenir les secteurs clés de la production de thé et de café au Burundi, dont dépendent les agriculteurs et, indirectement, la grande majorité de la population. Ces secteurs sont également des moteurs économiques essentiels pour le pays car étant une source importante de devises.
- Produire malheureusement un impact environnemental négatif implicite en raison de l'utilisation accrue d'engrais.

Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement décrits dans notre théorie du changement à travers **(i) la hausse du commerce intra- et extra secteur et (ii) l'amélioration de la performance du secteur stratégique.**

¹⁴ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB et lors d'entretiens virtuels



ÉTUDE DE CAS 3 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2020



PAYS

Zambie



MONTANTS DU FINANCEMENT

Prêt commercial de 50 millions USD à
ZANACO



DURÉE (ANNÉES)

- 3 années

DESCRIPTION

La Zambia National Commercial Bank (ZANACO) est une institution financière de premier plan créée en 1969 pour répondre aux besoins financiers des particuliers, des PME et des entreprises dans divers secteurs de l'économie zambienne. Elle est classée parmi les quatre premières banques de Zambie sur la base des indicateurs de performance clés comme les actifs, les prêts et avances, les dépôts, la rentabilité et le capital. Elle compte plus d'un million de clients et un réseau de distribution constitué de 60 succursales et agences, 8 000 agents express ZANACO, 200 guichets automatiques et 3 500 terminaux de point de vente.

En 2020 et 2021, la Banque a fourni plus de 130 millions USD en prêts commerciaux pour financer l'importation d'engrais dans le cadre du Programme de subventions aux intrants agricoles (FISP) pour l'exercice 2020/2021.

RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Soutenir le FISP qui fournit aux agriculteurs des intrants agricoles essentiels à des prix subventionnés. Le projet a touché environ 800 000 petits agriculteurs en Zambie et a garanti la sécurité alimentaire et des revenus pour ces agriculteurs et leurs familles.
- Certes, l'utilisation accrue d'engrais par les agriculteurs entraîne de potentiels impacts environnementaux négatifs implicites, mais ils sont positivement corrélés à la productivité des cultures. Ainsi, la Zambie a enregistré une récolte exceptionnelle de 3,4 millions de tonnes au cours de la saison agricole 2019/2020, soit une augmentation de 69 % par rapport aux 2 millions tonnes de la saison précédente.

Crédit photo : Forum économique mondial

PROMOUVOIR LE SECTEUR AGRICOLE EN ZAMBIE¹⁵



SECTEURS CONCERNÉS

- Services financiers
- Commerce
- Agriculture



ALIGNEMENT SUR LES ODD



- Créer des produits financiers de meilleure qualité et mieux ciblés destinés au financement des importations agricoles.
- Soutenir l'exportation de cultures agricoles. Les intrants d'engrais achetés dans le cadre du FISP améliorent la qualité et la quantité de la production agricole que la Zambie exporte vers des pays voisins comme la RDC et le Malawi. Ces exportations jouent un rôle important dans la génération de devises et permet à l'économie du pays de se diversifier en s'éloignant de l'exploitation minière.

Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement décrits dans notre théorie du changement à travers **(i) la hausse du commerce intra- et extra secteur et (ii) l'amélioration de la performance des secteurs stratégiques.**

¹⁵ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB.

THÈME D'IMPACT 2 : IMPACTS SOCIAUX DE L'INCLUSION FINANCIÈRE



L'inclusion financière constitue l'un des maillons essentiels de la promotion de la croissance et du développement durables en contribuant à la réalisation d'au moins sept des 17 ODD.¹⁶

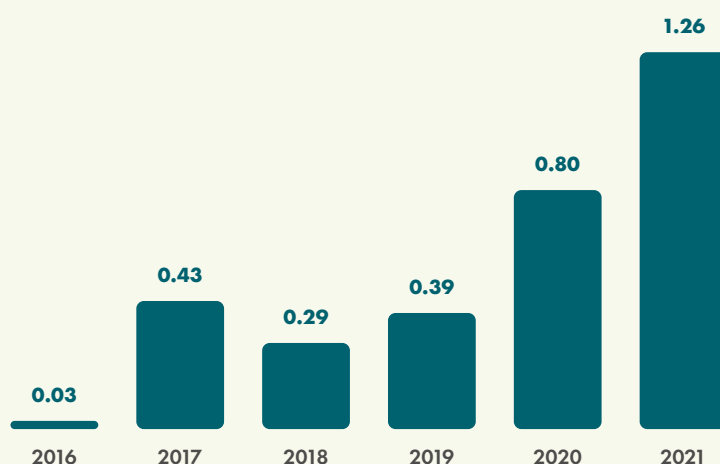
La Banque mondiale décrit spécifiquement l'importance de l'inclusion financière comme un catalyseur essentiel de réduction de l'extrême pauvreté et de stimulation de la croissance et du développement.¹⁷ En outre, l'impact direct et positif de l'inclusion financière sur le développement économique des communautés marginalisées n'est plus à démontrer car elle favorise l'autonomisation sociale et économique.¹⁸

Ce thème est particulièrement important au vu des faibles niveaux d'inclusion financière observés dans les pays en développement et, plus spécifiquement, sur l'ensemble du continent africain.

L'exclusion financière a tendance à être plus élevée parmi les personnes vivant dans la pauvreté et parmi les jeunes et les femmes. Les solutions visant à résoudre ce problème, ainsi qu'un meilleur accès aux financements et aux services financiers, peuvent avoir un impact considérable. De telles solutions pourront non seulement constituer un élément clé de l'autonomisation économique des populations, mais aussi l'accès aux services bancaires et au crédit peut être un puissant catalyseur pour les PME.

En 2021, nous avons continué à promouvoir l'inclusion financière, nos prêts au secteur des services bancaires et financiers ayant augmenté de 59 % en 2021 après une hausse tout aussi importante en 2020. Le graphique ci-dessous illustre cette tendance.

Figure 11 : Financement accordé par la TDB au secteur financier au cours des 5 dernières années, en milliards USD



La promotion de l'inclusion financière nous a permis d'accroître de 34,1 % les financements directs cumulés des emprunteurs dans le secteur des services bancaires et financiers, ce qui en fait l'un des impacts sociaux sectoriels les plus importants du portefeuille de la TDB. De plus, les emplois dans le secteur des services bancaires et financiers représentent 20 % du total cumulé des emplois que nous avons aidé à créer grâce à nos financements.

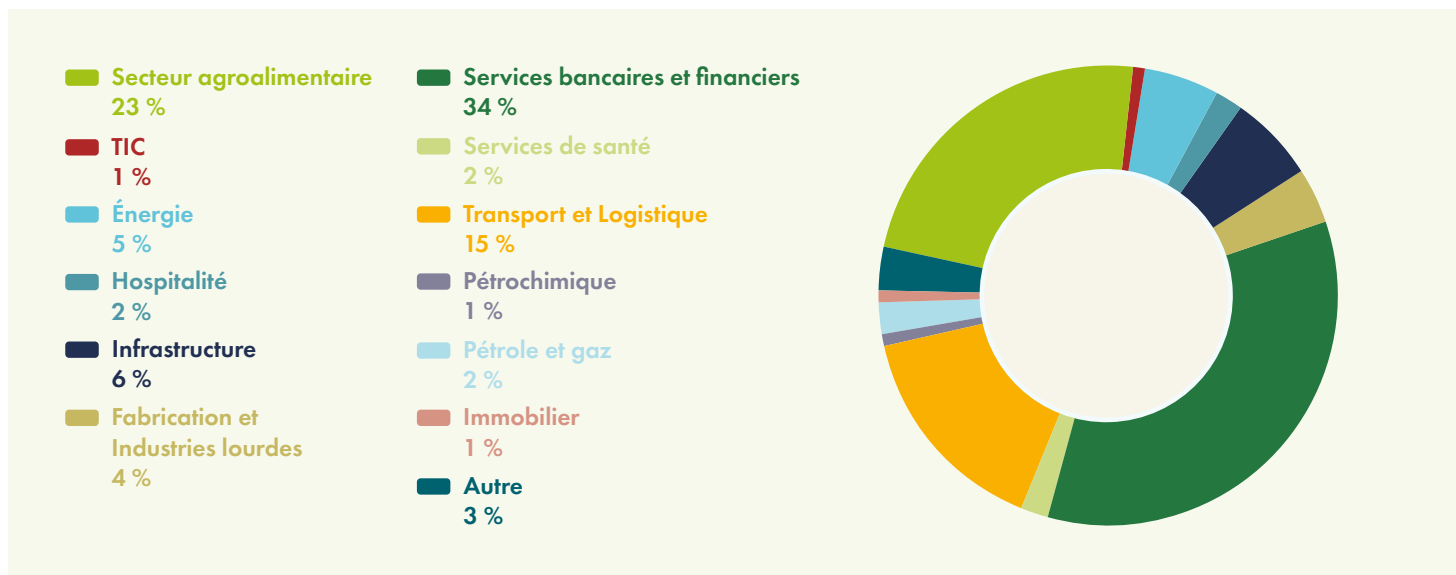
Cumulativement, notre portefeuille a soutenu environ 1,1 million d'emplois (à la fois des emplois directs et indirects), dont 54 % pour les femmes. Comme le montre la Figure 12 ci-dessous, parmi les emplois directs créés, les secteurs qui se taillent la part du lion sont les services bancaires et financiers, l'agro-industrie, le transport et la logistique.

¹⁶ La Banque mondiale. (2022). Understanding Poverty: Financial Inclusion. (Comprendre la pauvreté : l'inclusion financière) [En ligne]. Accessible sur : <https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion/overview#1>.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Lal, T. (2021). Impact of financial inclusion on economic development of marginalized communities through the mediation of social and economic. (Impact de l'inclusion financière sur le développement économique des communautés marginalisées par la médiation du social et de l'économique.) International Journal of Social Economics Empowerment. 48(12), pp. 1768-1793. <https://doi.org/10.1108/IJSE-12-2020-0830>.

Figure 12 : Emplois directs par secteur, en % de total des emplois (143 497 emplois) créés grâce aux financements de la TDB



Les études de cas 4, 5 et 6 ci-dessous présentent des exemples de projets qui ont contribué à faciliter l'accès aux services financiers et à promouvoir le développement financier à travers le continent. Nous contribuons significativement à l'inclusion

financière en Afrique à travers nos facilités aux entreprises. Ces facilités sont généralement utilisées pour l'expansion, favorisant à la fois la croissance économique et la création d'emplois.



Crédit photo : Adobe Stock

ÉTUDE DE CAS 4 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2020 (prolongation d'un prêt
sur sept ans initié en 2014)



MONTANTS DU FINANCEMENT

Désigné Arrangeur principal mandaté
(MLA) pour souscrire et lever une
facilité de 75 millions USD dans le
cadre du financement d'une dette
syndiquée à long terme.



PAYS

Zimbabwe



DURÉE (ANNÉES)

- 7 années

DESCRIPTION

En 2014, nous avons accordé un prêt sur sept ans à PPC Zimbabwe pour financer la construction d'une station de broyage de ciment à Harare, au Zimbabwe. La TDB a été désignée Arrangeur principal mandaté pour souscrire et lever une facilité de 75 millions USD dans le cadre du financement d'une dette syndiquée à long terme. En 2019, l'usine de Harare a atteint ses niveaux de production et de livraison de ciment les plus élevées depuis sa mise en service. PPC est désormais la plus grande cimenterie du Zimbabwe, avec une part de marché de plus de 50 %.

RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Accroître de 50 % la capacité installée de production de ciment de l'entreprise, qui est passée de 700 000 Mtpa à 1 400 000 Mtpa.
- Recruter 144 employés dans la nouvelle usine. 90 nouveaux emplois permanents ont été créés lors de la phase d'exploitation du financement, dont 20 pour les femmes et les jeunes.
- Aider PPC à établir une présence physique sur le marché dans la région nord du pays, qui représente entre 45 % et 50 % de la demande totale de ciment du Zimbabwe. L'emplacement de l'usine a permis aux populations d'acheter du ciment sans frais de transport élevés, ce qui a permis d'améliorer les infrastructures dans la région et de renforcer les chaînes de valeur régionales.
- Améliorer la productivité, avec une hausse induite des contributions fiscales. En 2020, PPC a versé un total de 14,9 millions USD d'impôts à l'État zimbabwéen.



Crédit photo : Fourni par PPC

SOUTENIR L'EXPANSION DES INDUSTRIES ET LA CRÉATION D'EMPLOI AU ZIMBABWE¹⁹



SECTEURS CONCERNÉS

- Industrie manufacturière (ciment)
- Construction



ALIGNEMENT SUR LES ODD



- Aider PPC à gérer son impact environnemental. L'impact environnemental négatif lié à l'augmentation de la production représente implicitement la contrepartie sur de tels projets et cela est essentiel pour comprendre leur incidence. Pour contrer ces effets négatifs, les opérations de PPC respectent tous les principes applicables de l'IFC. La production de ciment – en particulier la production de clinker – est énergivore. par conséquent, PPC a investi dans sa propre centrale solaire, qui produit 10 MW à l'usine de Bulawayo. Une deuxième centrale solaire, actuellement en cours de construction à l'usine de clinker de Colleen Bawn, produira 20 MW supplémentaires. L'entreprise a également installé un système de suppression des poussières (filtre à manche) à l'usine de clinker de Gwanda afin de minimiser la quantité de poussière libérée.

Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement décrits dans notre théorie du changement à travers

(i) l'amélioration de la performance des entreprises et (ii) l'amélioration de la performance des secteurs stratégiques..

Le financement des entreprises peut avoir des impacts considérables, non seulement en termes de création d'emplois et d'expansion de l'industrie, mais aussi grâce à une sélection rigoureuse de projets qui présentent des avantages considérables pour la communauté, à l'instar de l'amélioration de l'accès à l'éducation ou aux soins de santé.

¹⁹ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB et lors d'entretiens menés par Genesis.



ÉTUDE DE CAS 5 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2019 (partiellement achevé en
2021)



MONTANTS DU FINANCEMENT

7,3 millions USD de facilité de PIF



PAYS

Madagascar



DURÉE (ANNÉES)

- 10 années

DESCRIPTION

La Polyclinique Fanandratana SARL a été créée en 2017 pour offrir des services de santé spécialisés à Madagascar. En 2019, nous avons approuvé une facilité de PIF pour un montant de 7,3 millions USD en faveur de la Polyclinique pour financer l'acquisition d'un bâtiment et d'équipements en faveur d'une structure sanitaire à Antananarivo. La clinique comprend plusieurs unités spécialisées, dont des unités de maternité, de pédiatrie, de radiologie, de soins intensifs et de gynécologie, ainsi que des blocs opératoires, des cabinets de consultation générale, des salles d'urgence, des unités de diagnostic et une pharmacie. Le prêt a permis à la Polyclinique de proposer une offre complète aux personnes affiliées ou pas au régime d'aide médicale.

RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Aider la Polyclinique à fournir aux patients des méthodes de diagnostic et de traitement récentes et une prise en charge thérapeutique moderne, tout en répondant à toutes les normes internationales concernant les équipements médicaux. La clinique a effectué 15 827 interventions médicales à ce jour. La facilité PIF a ainsi permis un transfert de technologie et offert de nouvelles options de traitement pour les patients qui devaient auparavant se faire soigner à l'étranger.
- Faciliter l'accès aux soins de santé spécialisés pour les femmes et les enfants.
- Aider la Polyclinique à offrir des opportunités d'emploi à du personnel hautement qualifié. La clinique compte 105 personnels soignants et huit personnels non soignants, dont 50 % de femmes.
- Augmenter le chiffre d'affaires de la Polyclinique à 832 517 USD en 2020 contre 30 368 USD en 2019.
- Faciliter la réaffectation d'un bâtiment existant, réduisant ainsi l'impact négatif sur l'environnement qu'aurait occasionné la construction d'un nouveau bâtiment.



Crédit photo : Fourni par la Polyclinique

ACCOMPAGNER LES SERVICES DE SANTÉ SPÉCIALISÉS À MADAGASCAR²⁰



SECTEURS CONCERNÉS

- Services de santé



ALIGNEMENT SUR LES ODD



Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement décrits dans notre théorie du changement à travers : **(i) l'amélioration de l'accès au financement, (ii) l'amélioration de la performance des entreprises, et (iii) l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques.services.**

Bien que les prêts visant à développer les projets et les entreprises constituent une forme d'inclusion financière, faciliter l'accès aux services financiers pour les individus est tout aussi important et contribue donc considérablement à la croissance économique et au développement. L'inclusion financière au niveau individuel facilite la lutte contre la pauvreté et les inégalités, car elle permet d'accéder aux services financiers comme les prêts et les comptes d'épargne, indépendamment de la situation géographique et du milieu socio-économique de l'individu.

²⁰ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB.



Crédit photo : Adobe Stock

ÉTUDE DE CAS 6 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2020



PAYS

Burundi



MONTANTS DU FINANCEMENT

Émission d'une garantie de partage des risques (50 %) de 250 000 USD (500 millions BIF) en décembre 2020 au profit de la Banque de Gestion et de Financement (BGF) qui, à son tour, a émis un prêt à terme de 510 000 USD (1 milliard) à la microfinance Women's Initiative for Self Empowerment (WISE).



DURÉE (ANNÉES)

- 3 années

DESCRIPTION

WISE est l'un des principaux établissements de microfinance du Burundi. Il a été créé en 2007 par les membres de l'Association des Femmes d'affaires du Burundi dans le but de (i) faciliter l'épargne des femmes, (ii) accorder des prêts aux membres et aux entrepreneurs engagés dans des micro et petites activités génératrices de revenus, (iii) proposer des garanties qui permettent aux membres d'emprunter auprès des banques locales, et (iv) offrir des services non financiers comme l'éducation financière. L'objectif principal de WISE est d'assurer l'autonomie économique et financière des groupes sociaux les plus vulnérables, en particulier les femmes. WISE compte actuellement 366 membres.²¹ C'est une institution fondée par des femmes, et tous les actionnaires sont des femmes.

Les fonds débloqués dans le cadre du financement ont été rétrocédés par WISE sous la forme de prêts aux PME, particulièrement pour des projets dans l'agroalimentaire et le commerce. Ils ont été utilisés pour financer des prêts commerciaux d'un montant moyen de 775 USD. Cela a permis à WISE de (i) déployer de nouveaux produits de prêt pour les femmes, dont le produit « Crédit Trois Femmes », un prêt qui a été conçu pour les groupes solidaires de femmes, et (ii) améliorer ses délais de traitement des prêts grâce à un investissement dans la technologie qui permettra à l'institution de toucher un plus grand nombre de Burundais en dehors de Bujumbura. WISE a mis en place une structure de responsabilité de groupe qui permet de relever les défis collatéraux auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles recherchent un financement.

²¹ Groupe TDB (2021). Le Groupe TDB débloque des financements pour les petites et moyennes entreprises montées par des femmes au Burundi à travers son programme des PME. [En ligne]. Accessible sur : <https://www.tdbgroup.org/tdb-group-unlocks-funding-for-women-led-small-and-medium-enterprises-in-burundi-via-its-sme-programme/>



Credit photo : AGRA.org

POURVOIR DES FINANCEMENTS POUR LES PME MONTÉES PAR DES FEMMES AU BURUNDI ²²



SECTEURS CONCERNÉS

- Microfinance
- Petites et moyennes entreprises (PME) montées par des femmes



ALIGNEMENT SUR LES ODD



RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Élargir la base du fonds de roulement de WISE, augmentant ainsi ses opérations de prêt et ses activités. WISE n'avait jamais autant emprunté auparavant en un seul prêt en raison de son bilan limité.
- Permettre à WISE de prêter à un total de 123 clients, dont 64 femmes. Sur l'ensemble des prêts accordés, 87 étaient destinés à des nouveaux clients.
- Assurer le recyclage et la formation de l'équipe de WISE grâce à la garantie et à une subvention d'assistance technique non remboursable. Cette subvention a facilité la formation, mais aussi la révision du plan de croissance pour développer et accroître la portée de WISE.
- Améliorer l'inclusion financière des femmes. Seule environ 22 % de la population adulte du pays possède un compte bancaire, et les femmes ne représentent que 30 % de ce chiffre.

Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement suivants : **(i) l'amélioration de l'accès au financement et (ii) l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques.**

²² Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB et lors d'entretiens virtuels

THÈME D'IMPACT 3 : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



L'Afrique fait actuellement face à un certain nombre de défis interconnectés qui découlent de l'impact néfaste du changement climatique. Il s'agit entre autres de niveaux croissants d'insécurité alimentaire, des coûts énergétiques en constante augmentation, d'un accès limité à l'énergie et de forts taux de pauvreté et de chômage. Le changement climatique entraîne un dérèglement des conditions météorologiques qui affecte le secteur agricole, cause des catastrophes naturelles comme les inondations et les sécheresses, et impacte la sécurité alimentaire et hydrique.²³ En raison de la vulnérabilité financière et des niveaux élevés de dépendance à l'agriculture, l'Afrique fera face à de graves pénuries si des mesures ne sont pas prises pour atténuer les effets du changement climatique.

Malgré les effets dramatiques du changement climatique, il a été démontré qu'il a un impact particulièrement néfaste sur les pays en développement, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaires, où l'incidence et la prévalence des maladies d'origine alimentaire fragilisent davantage des économies déjà vulnérables. Une plus grande variabilité climatique et la fréquence et l'intensité croissantes des conditions météorologiques extrêmes devraient continuer d'affecter la stabilité de l'approvisionnement, de l'accès et de l'utilisation des aliments.²⁴ **Malgré les progrès considérables réalisés dans la réduction de la faim au cours des dernières décennies, en 2015, deux milliards de personnes étaient victimes d'une carence en micronutriments essentiels nécessaires pour mener une vie saine et près de 800 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique**²⁵.

Selon les estimations, 161 millions d'enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance tandis qu'à l'inverse, 500 millions de personnes sont obèses. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que pour satisfaire la demande croissante induite par la croissance démographique et les changements alimentaires, la production alimentaire devra augmenter de 60 % d'ici à 2050.²⁶

Notre objectif est de contribuer à atténuer ces difficultés à l'échelle régionale à travers deux principales mesures :

1. **Le financement des activités** qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et améliorent la viabilité environnementale ; et
2. **Le financement direct de projets** qui favorisent l'amélioration de la sécurité alimentaire, généralement sous la forme de pratiques agricoles innovantes.

Ces mesures sont alignées sur un certain nombre d'ODD et ont des effets d'entraînement potentiels positifs sur la création d'emplois, le développement des infrastructures, l'emploi et l'autonomisation des jeunes, et le développement économique général dans les communautés impactées par ces projets. Dans cette optique, nous avons accru nos financements dans le secteur agroalimentaire de 4 % en 2021, tout en diminuant simultanément les financements de projets pétroliers et gaziers, démontrant ainsi notre engagement à améliorer l'impact environnemental du portefeuille de la Banque. Comme évoqué plus haut dans ce document, pour mettre en œuvre notre programme de développement durable, il est crucial de comprendre tous les aspects positifs et négatifs de l'impact du portefeuille de la TDB. Cette approche est nécessaire pour faciliter une bonne transition et essentielle pour s'assurer que nous pouvons répondre de manière responsable aux besoins de nos clients et à nos propres engagements en matière de développement durable. **Par conséquent, dans le cadre de cette approche, il est primordial d'encourager les investissements dans les énergies renouvelables.**

Les énergies renouvelables ne constituent pas seulement une réponse importante au changement climatique et à la pollution, elles ont également le potentiel de contribuer de manière palpable aux résultats de développement. Le manque d'accès à l'électricité freine l'accès, entre autres, à l'information, à l'éducation, aux soins de santé de qualité et aux opportunités économiques. En termes d'énergies renouvelables, **nous accompagnons la production de 655 MW d'énergie de manière durable en 2021.**

En 2021, nous avons reçu un prêt de 20 millions USD sur huit ans de FinDev Canada, afin de réaliser nos objectifs en matière de changement climatique et de sécurité alimentaire.

Le financement contribuera à soutenir le commerce inter et intra-régional au sein et entre nos États membres, à travers l'accompagnement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Cet accompagnement, à son tour, aidera à financer les initiatives d'adaptation et d'atténuation au changement climatique afin d'améliorer la sécurité énergétique et l'accès à une électricité propre, ainsi qu'à soutenir la création d'emplois et à réduire les émissions de GES, en alignant davantage notre activité sur l'Accord de Paris, les ODD et l'Agenda 2063.

En plus de la croissance progressive de nos portefeuilles d'énergie verte et de PME, nous avons élargi notre gamme d'offres de produits innovants à faible émission de carbone

²³ Organisation météorologique mondiale. (2020). Rapport 2021 sur l'État du climat en Afrique.

²⁴ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2015). Changement climatique et sécurité alimentaire : risques et réponses. [En ligne]. Accessible sur : <https://www.fao.org/3/i5188e/i5188E.pdf>.

²⁵ Ibid.

²⁶ Ibid.

pour nos clients, dont les PME, dans les régions que nous desservons. Il s'agit entre autres de la fourniture d'installations pour la production d'énergie solaire, hydraulique et éolienne à travers le continent, qui promeuvent et améliorent l'accès à l'énergie durable. A titre d'exemple on peut citer le prêt de 75 millions USD accordé dans le cadre de la facilité pour les PME situées hors-réseau en 2021. La facilité cible les PME opérant dans le domaine

des énergies renouvelables, avec un accent particulier sur la chaîne de valeur du secteur hors réseau, notamment les entreprises impliquées dans la fourniture, la construction et l'exploitation de projets d'infrastructure. **Les études de cas ci-dessous donnent de nouveaux exemples de la manière dont nos financements soutiennent l'Accord de Paris.**



Crédit photo : Adobe Stock



ÉTUDE DE CAS 7 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2021



PAYS

Kenya



MONTANTS DU FINANCEMENT

4,2 millions USD



DURÉE (ANNÉES)

• 6 années

DESCRIPTION

Les projets d'énergie alternative peuvent favoriser l'accès à l'électricité aux personnes non connectées au réseau ou vivant dans des régions reculées. Ils peuvent également faciliter la création d'emplois, l'amélioration des conditions de vie des communautés et l'atténuation des effets du changement climatique.

En 2021, nous avons conclu une transaction de créance de 4,2 millions USD avec Sunspot Energy Kenya Limited (opérant sous la marque Spark Possibilities), une PME qui déploie de grands systèmes solaires domestiques (SHS). Au total, 7 000 kits SHS ont été installés au Kenya à ce jour. Ils contribuent à la production de 950 MWh/an et ont déjà touché environ 35 000 personnes.

Notre financement permettra à Sunspot d'offrir une large gamme de solutions d'énergie solaire pré-payées (formules pay-as-you-go) aux ménages au Kenya et de conquérir d'autres marchés en Afrique subsaharienne. Afin de garantir la dette totale, nous avons prévu des tranches qui augmenteraient les décaissements en fonction des besoins de croissance de Spark Possibilities. L'entreprise pourra ainsi répondre efficacement à ses besoins de financement à mesure que les besoins du marché évoluent.

RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Fournir des technologies en matière d'énergie propre et réduire éventuellement la production de gaz à effet de serre de 2 500 tonnes en 2022.
- Favoriser l'accès à l'électricité aux habitants des zones rurales, en les aidant à mieux travailler et étudier, et en améliorant l'accès à l'information et à la technologie. Ils auraient également réduit l'utilisation de pétrole lampant, minimisant ainsi le danger potentiel et la pollution de cette source d'éclairage.
- Rendre plus accessible l'énergie solaire généralement coûteuse, puisque les kits SHS de Spark Possibilities sont vendus suivant un système de crédit.
- Révéler le potentiel d'une plus grande mobilisation du secteur privé ainsi que la possibilité d'accéder à une électricité efficace, fiable et abordable.
- Proposer un modèle à reproduire dans toute la région. Des projets similaires pourraient aider à toucher de nombreuses communautés exclues du réseau et leur offrir des solutions énergétiques durables.

Crédit photo : Unsplash

ENERGIE SOLAIRE POUR LES COMMUNAUTÉS HORS RÉSEAU AU KENYA²⁷



SECTEURS CONCERNÉS

- Énergie
- Infrastructure
- Inclusion financière



ALIGNEMENT SUR LES ODD



Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement décrits dans notre théorie du changement à travers : **(i) l'amélioration de la performance des entreprises, et (ii) l'amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et financières.**

L'agro-industrie joue un rôle primordial dans la création d'emplois, car elle contribue à jusqu'à 70 % des emplois en Afrique et 25 % du PIB du continent.²⁸ Toutefois, le secteur a besoin de soutien et de financement pour augmenter la production et améliorer les pratiques actuelles. Des résultats qui, à leur tour, favoriseront la hausse de la demande alimentaire et une agriculture durable. Comme il a déjà été indiqué plus haut, le secteur est confronté à de multiples difficultés, notamment un accès limité à la technologie et aux infrastructures ainsi que les effets du changement climatique.

Une filière de l'agro-industrie durable et plus efficace permettra non seulement de renforcer les possibilités d'emploi, mais aussi de garantir la sécurité alimentaire. Lorsque le secteur de l'agro-industrie est florissant, il peut accroître la capacité d'un pays à exporter des produits agricoles et aidé à améliorer les conditions économiques des communautés concernées et du pays dans son ensemble.

Nous nous engageons à promouvoir des pratiques agricoles durables et à soutenir l'agro-industrie à travers l'Afrique.

En 2021, nous avons prêté 1,1 milliard USD au secteur agroalimentaire, soit une augmentation de 4 % par rapport à 2020, représentant 18 % du portefeuille global. Notre soutien est multiforme : allant du financement de projets d'énergie propre, qui ont des effets d'entraînement sur l'agro-industrie et les chaînes d'approvisionnement alimentaire, à la structuration de financements plus directs, comme celui qui est présenté dans l'étude de cas 8 ci-dessous. Dans ce cas, l'introduction de nouvelles cultures en Tanzanie aide à réduire l'insécurité alimentaire et favorise la création d'emplois dans le pays.

²⁷ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB et lors d'entretiens virtuels

²⁸ IFC. (2022). L'agro-industrie. [En ligne]. Accessible sur : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/REGION_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sub-Saharan+Africa/Priorities/Agribusiness/.

ÉTUDE DE CAS 8 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2021



PAYS

Tanzanie



MONTANTS DU FINANCEMENT

12 millions USD



DURÉE (ANNÉES)

- 13 années

DESCRIPTION

Nous avons accordé un prêt à terme de 12 millions USD à Rift Valley Energy Tanzania (RVET) pour financer en partie l'extension de son portefeuille d'énergies renouvelables composé des sources hydroélectriques et éoliennes. A l'issue du projet, RVET disposera d'un portefeuille composé de 12 MW d'énergies renouvelables.

Après la mise en œuvre complète, le projet d'extension facilité par le financement de la TDB devrait générer 61,8 GWh par an, qui seront vendus à TANESCO (48,1 GWh) et Unilever (13,7 GWh) dans le cadre d'un Contrat d'achat d'électricité normalisé de 25 ans et de 10 ans de capacité hors réseau pour Unilever.

RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Améliorer considérablement la production d'énergie hydroélectrique destinée à approvisionner le réseau électrique national et à atténuer l'insuffisance des moyens de la société nationale d'électricité.
- Créer des opportunités d'emploi pour 200 personnes depuis 2008.
- Réduire de 100 000 tonnes les émissions de dioxyde de carbone.
- Permettre à l'usine de thé voisine de Luponde – l'un des bénéficiaires du projet – de réduire sa dépendance à l'égard des groupes électrogènes de secours au diesel qui sont coûteux, peu respectueux de l'environnement, et gourmands en entretien.
- Fournir de l'électricité aux écoles et aux hôpitaux environnants, améliorant ainsi l'accès à l'éducation et à des soins de santé de qualité.



Crédit photo : Adobe Stock

FINANCEMENT DE SOURCES D'ÉNERGIE DURABLES EN TANZANIE²⁹



SECTEURS CONCERNÉS

- Énergie
- Agroalimentaire
- Infrastructure
- Inclusion financière



ALIGNEMENT SUR LES ODD



Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement suivants : (i) l'amélioration de la performance des entreprises, (ii) la création d'emplois, et (iii) l'amélioration de la performance des secteurs stratégiques.

Comme le montre l'étude de cas ci-dessus, nous continuons à soutenir la création de sources d'énergie plus durables en Afrique. Nos actions favorisent la production d'énergie et la création d'emplois. Nous pouvons citer, entre autres exemples, le financement que la TDB a accordé à RMT-Energy Development Limited pour la construction d'une centrale hydroélectrique de 9,8 MW au Rwanda. L'électricité produite par le projet est vendue à Energy Utility Corporation Limited dans le cadre d'un Contrat d'achat d'électricité ferme de 25 ans. Cette centrale a augmenté la capacité du réseau dans tout le Rwanda, offert des opportunités économiques et contribué à réduire les dommages environnementaux liés à la production d'électricité.

En plus de financer l'énergie propre, notre objectif est de lutter contre les effets néfastes du changement climatique sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire et la sécurité alimentaire par la promotion de pratiques agricoles durables.

L'étude de cas 9 ci-dessous démontre comment le financement de l'agro-industrie contribue à réduire l'insécurité alimentaire et soutient le développement durable au Malawi.

²⁹ Les informations utilisées pour les études de cas ont été obtenues auprès de la direction de la TDB et lors d'entretiens virtuels



ÉTUDE DE CAS 9 :



ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2021



MONTANTS DU FINANCEMENT

Facilité de financement de 10
millions USD pour les activités
avant expédition et d'exportation



PAYS

Malawi



DURÉE (ANNÉES)

- 1 années

DESCRIPTION

Pyxus Agriculture Malawi Limited est une filiale de Pyxus Agriculture Holding Limited (PAHL), une société basée au Royaume-Uni chargée des produits agricoles à valeur ajoutée du groupe Pyxus International Inc. L'entreprise agricole à valeur ajoutée est une initiative du groupe Pyxus. Elle entend devenir moins dépendante de sa principale source de revenus en Afrique (le tabac) et se lancer dans la production de produits agricoles alternatifs, qui à la fois fournissent et augmentent les revenus des agriculteurs.

Alors que les agriculteurs sous contrat de l'entreprise s'évertuent à améliorer le rendement des cultures autres que le tabac, Pyxus Agriculture Malawi travaille activement à la mise en place de processus à valeur ajoutée qui diversifieront les revenus des agriculteurs. En mettant l'agriculteur au centre de sa stratégie, Pyxus offre à ses clients des produits, des intrants et des services agricoles durables et traçables.

La facilité était destinée à l'achat et la transformation des graines d'arachides à usage commercial, ainsi que la production et la transformation des graines d'arachides à usage commercial, des semences d'arachide, des graines de soja, des semences de maïs, du haricot à usage commercial, du maïs à usage commercial, des oignons, des pommes de terre et du noyer cendré.



Crédit photo : Adobe Stock

RÉDUIRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU MALAWI



SECTEURS CONCERNÉS

- Agriculture
- Agroalimentaire



ALIGNEMENT SUR LES ODD



RÉSUMÉ DE L'IMPACT. NOS FINANCEMENTS ONT CONTRIBUÉ À :

- Conserver les 105 emplois permanents de Pyxus Malawi.
- Augmenter le nombre d'agriculteurs sous contrat qui est passé de zéro il y a trois ans à plus de 7 000 agriculteurs à l'heure actuelle. En fin de compte, ce nombre devrait atteindre jusqu'à 30 000 contrats individuels.
- Aider Pyxus Malawi à acheter des produits aux agriculteurs, ajouter de la valeur et vendre ces produits à valeur ajoutée sur les marchés locaux ou internationaux, améliorant ainsi les liens commerciaux.
- Favoriser la diversification de l'agriculture au Malawi en dehors du tabac, ce qui a contribué à améliorer la viabilité du secteur agricole dans le pays. L'exportation de la production d'arachide génère également des devises dont le Malawi a tant besoin.
- Faciliter le transfert de technologie notamment à travers la construction d'une usine sophistiquée de transformation d'arachides, l'irrigation, la mécanisation de la production agricole, et l'utilisation de divers systèmes technologiques

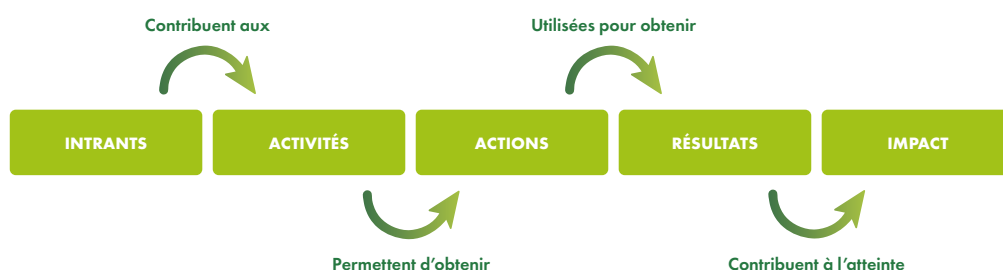
(GMS, IFAS, SAP, etc.) pour garantir la traçabilité des produits. Cette mesure a permis de doubler pratiquement le rendement des cultures par hectare.

- Soutenir le département de recherche et développement de Pyxus, qui a développé des variétés améliorées de cultures comme les arachides et le soja. Entre autres avantages, les agriculteurs ont désormais des meilleurs rendements et l'impact sur l'environnement est réduit, contribuant à une meilleure santé des sols.

Cette étude de cas démontre notre contribution aux résultats de développement suivants : **(i) l'amélioration de la performance des entreprises, et (ii) l'amélioration de la performance du secteur stratégique.**

04. CONCLUSION

Crédit photo : Unsplash



Le présent rapport relève notre impact sur le développement durable en 2021, dans le cadre de la mise en œuvre de notre SDIMS et de notre théorie du changement. Dans le sillage des tendances macroéconomiques relatives à la croissance du PIB des États membres en 2021, notre portefeuille n'a cessé de croître par rapport aux années précédentes. Cela nous a permis de servir nos clients et de travailler avec des partenaires dans nos États membres, et ainsi obtenir des résultats appréciables dans divers secteurs. Dans ce rapport, l'accent a été mis sur notre impact dans trois domaines thématiques, pour lesquels nous avons présenté des exemples de l'impact de la TDB en 2021.

1. Nous avons activement contribué à la promotion du développement **des chaînes d'approvisionnement, du commerce et des infrastructures**. Les priorités dans ce domaine thématique concernaient le financement des compagnies aériennes (qui bénéficiaient de financements avant 2021, mais dont l'impact opérationnel reste essentiel) et des banques, et le soutien aux projets d'infrastructures dans divers secteurs. Au total, 2,1 milliards USD de prêts ont été alloués au développement des infrastructures, soit 35 % du total des prêts, tandis que 4,0 milliards USD ont été alloués

dans le cadre du financement du commerce. Nos facilités ont également contribué à la hausse de la productivité, le soutien aux entreprises et le renforcement des chaînes d'approvisionnement, ce qui a entraîné une augmentation globale de la productivité dans le secteur.

2. **L'inclusion financière** est un outil de réduction de la pauvreté et peut stimuler la croissance économique et le développement, et promouvoir un impact social positif. Notre objectif est de permettre aux projets de développement à fort potentiel en Afrique d'accéder à des financements auxquels ils pourraient ne pas prétendre dans d'autres circonstances. Conformément à cet objectif, nous avons atteint le plus haut niveau de financement bancaire à ce jour, en augmentant notre capacité de financement de 59 % par rapport à 2020, ce qui témoigne de notre engagement à promouvoir le développement par l'inclusion financière.
3. **Le changement climatique** constitue une menace croissante pour le développement et la productivité de l'Afrique. Non seulement il multiplie la fréquence des catastrophes naturelles, mais affecte également les chaînes d'approvisionnement et l'agro-industrie, qui est l'un des secteurs majeurs du continent,

en termes de sources d'emplois et de moyens de subsistance. Notre appui en faveur de l'atténuation des changements climatiques par des prêts pour les énergies propres a permis de produire 655 MW d'énergie verte en 2021, soit 80 % de toute l'énergie produite grâce à nos facilités. De plus, 449

millions USD ont été investis dans l'agro-industrie qui améliore la sécurité alimentaire accrue sur le continent.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des thèmes d'impact couverts dans ce rapport, ainsi que leur alignement sur les ODD.

Tableau 5 : Résumé de l'impact

THÈME D'IMPACT 1 : CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT, COMMERCE ET INFRASTRUCTURE

Résultats de développement connexes

- Amélioration de la performance des entreprises
- Amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques
- Amélioration de la performance des secteurs stratégiques

Contribution totale

- Nous avons contribué pour 2,1 milliards USD de facilités pour le secteur des infrastructures.
- Nous avons fourni 4,0 millions USD dans le cadre du financement du commerce.
- La valeur totale des facilités pour les nouveaux emprunteurs dans les secteurs des TIC et de l'énergie s'élevait à 215 millions USD et 329 millions USD, respectivement.
- Les opérations de financement du commerce ont augmenté de 16 %.

ODD concernés

- **ODD 1 et 10 : Pas de pauvreté et Inégalités réduites.** Notre financement de 2,1 milliards USD au profit des infrastructures et des entreprises telles que BANCOBU, RwandAir, Kenya Airways et Ethiopian Airlines contribue à créer des marchés d'exportation et des emplois temporaires lors des phases de construction ainsi que des emplois permanents dans les opérations d'exploitation. Ce financement crée des emplois dans la région.
- **ODD 8 : Travail décent et croissance économique.** Le financement du développement des infrastructures et des secteurs stratégiques clés a des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie à travers l'apport en tenant nécessaires, le renforcement des chaînes de valeur et la création d'emplois.
- **ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure.** Le développement des transports et de la logistique peut réduire le coût du transport des marchandises à travers les frontières et améliorer le commerce intra-régional. La TDB a contribué à hauteur de 2,1 milliards USD pour les projets liés aux infrastructures en 2021. L'étude de cas 1 par exemple montre comment notre financement a permis l'acquisition de nouveaux avions pour trois des plus grandes compagnies aériennes en Afrique.

THÈME D'IMPACT 2 : IMPACTS SOCIAUX DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Résultats de développement connexes

- Amélioration de l'accès au financement
- Amélioration de la performance des entreprises
- Création d'emplois
- Amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques

Contribution totale

- Nous avons versé 1,3 milliard USD aux banques en 2021 et augmenté le nombre de prêts aux nouveaux emprunteurs, démontrant ainsi notre engagement constant en faveur de l'inclusion financière. En outre, en 2021, grâce à nos facilités, l'emploi direct tant des hommes que des femmes a été amélioré.

ODD concernés

- **ODD 1 : Pas de pauvreté.** Cet objectif concerne spécifiquement l'inclusion financière comme élément qui contribue activement à réduire la pauvreté, en particulier chez les femmes et les couches les plus vulnérables de la société, grâce à l'accès aux services financiers.
- **ODD 2 : Zéro faim.** L'inclusion financière contribue à la sécurité alimentaire en permettant aux petits producteurs et agriculteurs d'avoir accès à des prêts et à d'autres formes d'inclusion financière.
- **ODD 3 : Bonne santé.** Cet objectif vise la « protection contre les risques financiers » comme un facteur indirect de bonne santé.
- **ODD 5 : Égalité des sexes.** L'exclusion financière touche plus les femmes que les hommes à travers le continent. Grâce à l'accès aux services financiers, les femmes sont financièrement autonomes, ce qui favorise l'égalité des sexes.
- **ODD 8 : Travail décent et croissance économique.** La formalisation des marchés et la capacité accrue des institutions financières qui découlent d'une meilleure inclusion financière sont toutes deux de puissants vecteurs de la croissance économique.
- **ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure.** L'inclusion financière donne accès au crédit et aux services qui aident à promouvoir et à améliorer l'innovation et les infrastructures. L'inclusion financière en elle-même peut également être considérée comme une forme d'innovation industrielle.
- **ODD 10 : Inégalités réduites.** De la même manière que l'inclusion financière réduit l'égalité des sexes, elle favorise l'autonomisation individuelle et permet de réduire les inégalités.

THÈME D'IMPACT 3 : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Résultats de développement connexes

- Création d'emplois
- Amélioration de la performance des secteurs stratégiques
- Amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques

Contribution totale

- Nous avons contribué à hauteur de 1,1 milliard USD en prêts au profit de l'agro-industrie et 259 millions USD pour la production d'énergie.
- 655 MW d'énergie renouvelable ont été générés grâce à des projets que nous avons financés en 2021.
- Au cours des cinq dernières années, les financements au profit de l'industrie pétrolière et gazière n'ont cessé de diminuer.

ODD concernés

- **ODD 2 : A travers les mesures d'atténuation des changements climatiques** et la promotion des cultures plus durables, la TDB contribue à améliorer l'accès aux denrées alimentaires et à minimiser les effets du changement climatique sur le secteur agricole.
- **ODD 3 : Un meilleur accès aux ressources alimentaire** et une faible pollution résultant de la combustion de combustibles fossiles aident à promouvoir une meilleure santé.
- **ODD 7** : Grâce au financement de sources alternatives d'énergie verte, les populations ont accès à une énergie propre et d'un coût abordable.
- **ODD 13** : L'atténuation des changements climatiques passe non seulement par le financement de sources d'énergie propres, mais aussi la promotion de pratiques agricoles plus durables.

Tout comme ce rapport 2021 représente une avancée dans la mise en œuvre de notre SDIMS, nous continuerons à tirer parti de cette dynamique en 2022 et à rechercher des possibilités d'optimiser notre impact.

Il convient de noter que nous finançons un certain nombre d'activités qui certes améliorent considérablement la situation économique et sociale en Afrique, mais peuvent également avoir un impact négatif sur certains des ODD. Par exemple, le financement du secteur pétrolier et gazier et de l'industrie aéronautique contribue à la hausse des émissions de gaz à effet de serre. Malgré la valeur économique et sociale évidente de ces activités, que nous avons abordée dans ce rapport, il existe des compromis implicites dans leur financement, ces derniers ont également mentionnés. Nous avons également noté qu'il était absolument nécessaire de faire ces compromis afin de promouvoir le développement durable.

A cet égard, nos engagements envers l'Accord de Paris et les ODD ont abouti à un certain nombre de progrès prometteurs, dont certains ont été décrits dans les études de cas présentés dans ce rapport. Ces progrès démontrent à quel point nous veillons activement à notre réponse face au changement climatique) à travers le financement des projets d'énergie renouvelable et la promotion des modes de fonctionnement

durables. Nous continuerons à le faire et nous continuerons également à accroître nos efforts pour comprendre les émissions et les risques de changement climatique associés à nos financements.

Bien qu'il existe rarement des solutions simples à ces problèmes, nous sommes convaincus que les efforts déjà déployés jusqu'à présent et ceux à venir pour comprendre les impacts de nos activités nous aideront à relever ces défis. Pour ce faire, nous continuerons à mettre en place les systèmes internes nécessaires à la collecte des données et la production de rapports. Même si nous disposons déjà d'un SDIMS complet, il est possible d'améliorer l'accessibilité des données afin de produire des rapports plus exhaustifs sur les résultats que nous nous sommes fixés. De telles mesures s'inscrivent dans le cadre de nos efforts constants visant à mieux comprendre et améliorer l'impact de nos opérations.

Nous restons à la pointe du financement du développement en Afrique. Ce rapport présente les progrès réalisés à ce jour dans l'intégration du SDIMS dans nos activités de présentation des rapports. Nous sommes fiers d'être un leader dans le domaine de solutions de financement personnalisées qui aident nos États membres à atteindre leurs objectifs de développement et à contribuer au programme de développement mondial conformément aux ODD, à l'Accord de Paris et à l'Agenda 2063.

RÉFÉRENCES

- Banque africaine de développement. 2018. Perspectives économiques en Afrique 2018. Chapitre 3 : Les infrastructures africaines : un potentiel considérable, mais un impact limité sur la croissance équitable. [En ligne]. Accessible sur :
https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2018AEO/African_Economic_Outlook_2018_-_EN_Chapter3.pdf.
- EDFI. 2019. Impact of development finance institutions on sustainable development. (Impact des institutions de financement du développement sur le développement durable) [En ligne]. Accessible sur :
<https://cdn.odi.org/media/documents/12892.pdf>.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2015. Changement climatique et sécurité alimentaire : risques et réponses. [En ligne]. Accessible sur :
<https://www.fao.org/3/i5188e/I5188E.pdf>.
- IFC. 2022. L'agro-industrie. [En ligne]. Accessible sur :
https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/REGION_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sub-Saharan+Africa/Priorities/Agribusiness/.
- Lal, T. (2021). Impact of financial inclusion on economic development of marginalized communities through the mediation of social and economic. (Impact de l'inclusion financière sur le développement économique des communautés marginalisées par la médiation du social et de l'économique.) International Journal of Social Economics Empowerment. 48(12), pp. 1768-1793. Accessible sur :
<https://doi.org/10.1108/IJSE-12-2020-0830>.
- Puentes, R. (2015). Why Infrastructure Matters: Rotten Roads, Bum Economy. Brookings. [En ligne]. Accessible sur :
<https://www.brookings.edu/opinions/why-infrastructure-matters-rotten-roads-bum-economy/#:~:text=The%20economy%20needs%20reliable%20infrastructure,transit%20can%20reduce%20greenhouse%20gases>.
- TDB. 2019. Système de suivi de l'impact sur le développement durable [En ligne]. Accessible sur :
<https://www.tdbgroup.org/wp-content/uploads/2021/01/TDB-Sustainable-Development-Impact-Monitoring-System.pdf>.
- Groupe TDB 2021. Le Groupe TDB débloque des financements pour les petites et moyennes entreprises montées par des femmes au Burundi à travers son programme des PME. [En ligne]. Accessible sur :
<https://www.tdbgroup.org/tdb-group-unlocks-funding-for-women-led-small-and-medium-enterprises-in-burundi-via-its-sme-programme/>
- La Banque mondiale. 1994) Rapport sur le développement dans le monde 1994 [En ligne]. Accessible sur :
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/535851468336642118/pdf/131840REPLACEMENTOWDR01994.pdf>.
- La Banque mondiale. 2022. Understanding Poverty: Financial Inclusion. (Comprendre la pauvreté : l'inclusion financière) [En ligne]. Accessible sur :
<https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion/overview#1>.
- Transport & Environment (aucune date indiquée) Document Aviation 2030. [En ligne] Accessible sur :
<https://www.transportenvironment.org/wp-content/uploads/2021/07/Aviation%202030%20briefing.pdf>.
- Organisation météorologique mondiale. 2020. Rapport 2021 sur l'État du climat en Afrique.
- Xiao, Y, D'Angelo, D, Nghiã-Piotr, T. (2020). Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment. (La bonne gouvernance des infrastructures pour mettre fin au gaspillage des investissements publics.) Fonds monétaire international. Chapitre 4 : Investissement dans les infrastructures et Objectifs de développement durable..

